



SPOTLIGHT

L'ÉVOLUTION À LONG TERME DU
CHÔMAGE SELON LA NATIONALITÉ POUR
LA PÉRIODE ALLANT DE 1953 À 2023



Étude de l'ONEM

SPOTLIGHT :
L'ÉVOLUTION À LONG TERME
DU CHÔMAGE SELON LA NATIONALITÉ
POUR LA PÉRIODE ALLANT
DE 1953 À 2023

L'étude de l'ONEM

« Spotlight : L'évolution à long terme du chômage selon la nationalité pour la période allant de 1953 à 2023 »

est une étude publiée par l'ONEM :

Boulevard de l'Empereur 7

1000 Bruxelles

Tél. : 02 515 44 35

Auteur :

Dr. Nathalie Nuyts.

Rédacteur en chef :

Michiel Seghaert.

Éditeur responsable :

Dr. Jean-Marc Vandenbergh

Directeur de publication :

Hugo Boonaert,

Janick Pirard.

Ont aussi collaboré à cette étude :

Sébastien Votquenne,

Leen Vranckx,

Hilde Geeraers,

Brendan Verdonck,

David Sauwens,

Sébastien Malevez,

Jochen Vandekerhove,

Jonathan Godfroid,

Georges Martens,

Oscar Gwiza,

Béatrice Depas,

Carline Sauvez,

Martine Vereeken,

Jaro Lenaerts

Tristan Vlerick.

Graphisme :

Service graphique - Direction Communication

Impression :

Service imprimerie - Direction Communication

La reproduction partielle ou intégrale des textes n'est accordée que moyennant autorisation écrite de l'éditeur.

ISSN 2952-8259 (impression)

ISSN 2952-8267 (en ligne)

TABLE DES MATIÈRES

1	Introduction	5
2	Migration de main-d'œuvre étrangère dans les années 1950 à 2020	7
3	Accès à l'assurance-chômage pour les non-Belges.....	11
4	Chômage par nationalité – série de chiffres.....	14
5	Différences dans les caractéristiques individuelles entre les Belges et les non-Belges.....	24
5.1	Sexe	25
5.2	Âge	25
5.3	Région	26
5.4	Durée du chômage	27
6	Conclusion	28
7	Bibliographie	30
8	Annexes	33

1

INTRODUCTION

Cette publication est la troisième d'une série de publications par le biais de laquelle nous souhaitons placer nos chiffres dans une perspective historique et mettre les statistiques à long terme de l'ONEM davantage à la disposition du public. Précédemment, une étude générale portant sur 100 ans de données (Segaert & Nuyts, 2021) et un focus sur la répartition par durée de chômage (Nuyts, 2023) ont été publiés. Dans cette troisième publication, nous nous penchons plus en détail sur la répartition par nationalité.

La nationalité des chômeurs complets est moins systématiquement documentée, assurément dans les publications et suivis plus anciens. Nous pouvons tout de même présenter une série de chiffres qui remontent à l'année 1953. Par le passé, l'ONEM avait déjà fait diverses publications qui portaient spécifiquement sur le chômage chez les non-Belges. En 1959, les résultats d'une enquête détaillée de 1958 ont été présentés (ONEMC, 1959). En 1985, une publication qui expose la situation au cours de la période allant de 1972 à 1985 a été éditée et en 1997, une mise à jour était prévue pour la période située entre 1985 et 1996. En revanche, cette dernière n'a pas été publiée, mais elle peut être consultée en interne. Dans un passé plus proche ont été éditées quatre publications dont la nationalité constituait la variable principale. L'on y mettait l'accent sur les mesures d'activation, d'une part, (ONEM, 2014) (ONEM, 2018) et sur le chômage complet et temporaire, d'autre part (ONEM, 2014 ;

ONEM, 2018). Dans l'actuel spotlight, nous tentons de rassembler tous les chiffres disponibles issus des publications susmentionnées, mais aussi des rapports annuels, des comptages annuels et de nos séries de chiffres numériques, et ce, en vue d'obtenir un historique.

Le nombre de non-Belges que nous retrouvons au chômage dépend de la mesure dans laquelle ils ont accès au marché de l'emploi belge et/ou au droit aux allocations de chômage. Étant donné que plusieurs changements ont été opérés sur ces plans au cours des sept décennies décrites dans la présente publication, nous donnons davantage de détails dans les deuxième et troisième parties. Dans les parties qui suivent, nous représentons l'évolution générale du chômage selon la nationalité et procérons à une comparaison entre la population de chômeurs belges et non belges concernant différentes caractéristiques individuelles.

Enfin, nous souhaitons souligner que nous, en tant qu'Administration, ne disposons que de la variable « nationalité », et non de la variable « origine » ou « migration ». La nationalité des personnes peut changer en raison de la naturalisation et il est aussi possible d'avoir une deuxième nationalité en plus de la nationalité belge.

2

Migration de main-d'œuvre étrangère dans les années 1950 à 2020

À compter de 1949, les services de placement de l'ONEM étaient impliqués dans l'organisation et le suivi du recrutement et de l'occupation de main-d'œuvre étrangère. En ce sens, les rapports annuels de l'ONEM de la période allant de 1950 à 1970 constituent une source d'information en matière de migration de main-d'œuvre. La politique relative à la main-d'œuvre étrangère dans les années 1950, 1960 et 1970 est menée par la situation économique. La main-d'œuvre étrangère était principalement attirée dans l'objectif de pourvoir des emplois vacants dans les mines, mais aussi dans d'autres secteurs où une pénurie de main-d'œuvre était établie. Généralement, tous les ouvriers étrangers devaient demander un permis¹, lequel n'était accordé que si l'on ne trouvait pas de main-d'œuvre belge pour pourvoir l'emploi vacant. À partir de 1954, les travailleurs en provenance des pays de l'OECE (le prédecesseur de l'OCDE ne comprenant que des pays européens) pouvaient accéder à des emplois

vacants qui étaient ouverts depuis plus d'un mois. Ce n'est que lorsqu'aucune main-d'œuvre de ces pays n'a pu être trouvée que l'emploi vacant était ouvert à d'autres mains-d'œuvre étrangères.

À compter de fin février 1956, les ressortissants luxembourgeois étaient autorisés à travailler en Belgique sans disposer de permis de travail. Un an plus tard, en février 1957, les ressortissants néerlandais ont bénéficié de la même autorisation. Cette libre circulation des travailleurs dans le Benelux coïncidait avec l'échange d'emplois vacants entre les services de placement régionaux afin de pourvoir les emplois vacants ouverts depuis longtemps dans la zone frontalière.

À partir du 1^{er} septembre 1957, l'on a posé les jalons d'une libre circulation étendue des travailleurs au sein de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)² en mettant en place une procédure simplifiée en matière de permis de travail,

¹ L'obligation de disposer d'un permis de travail pour les non-Belges a été introduite en 1936 (AR 285 du 31 mars 1936) et n'a été que brièvement suspendue pendant la Seconde Guerre mondiale (Algoed, 2009). Certains groupes ont été dispensés de permis de travail.

² Belgique, Allemagne, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas.

qui permettait de changer aisément d'employeur. Cette simplification administrative n'a pas connu un grand succès tout de suite. En 1965, les ressortissants des pays de la CEE³ ont bénéficié d'un permis de travail permanent ainsi que du droit d'occuper tout emploi vacant ouvert. En 1968, la libre circulation des travailleurs a suivi au sein de la CEE.

Contrairement à la tendance internationale en faveur d'une libre circulation des personnes plus grande, les autorités belges tentent, à partir de 1966, de limiter le nombre de nouvelles mains-d'œuvre étrangères en raison de la perspective de fermetures d'entreprises et du ralentissement de l'expansion économique. Parce que bon nombre de travailleurs étrangers étaient attirés dans la première moitié des années 1960, l'arrêt quasi total des recrutements de nouveaux travailleurs migrants s'en est suivi en 1967. Puisque l'on octroie encore des permis de travail, mais que dans des cas plutôt exceptionnels, la proportion de premiers permis pour les travailleurs qui résidaient déjà dans le pays, essentiellement les enfants de travailleurs migrants ayant atteint l'âge de travailler, augmente en passant de 25 % des permis octroyés en 1964 à 50 % en 1967. Malgré la politique restrictive appliquée en matière d'immigration de main-d'œuvre étrangère qui s'est poursuivie dans les années 1970, l'on délivrait quand même encore des permis de travail à de nouveaux travailleurs migrants. Cependant, ce dernier groupe s'amenuise. En 1981, cela concerne encore un tiers des permis de travail et cette proportion descend pour atteindre moins de 25 % à la fin des années 1980 (ABSL V.O.CO.M., 1988). En 1974, nous constatons une augmentation exceptionnelle du nombre de permis de travail délivrés pour immigration en raison d'une campagne de régularisation pour les « travailleurs étrangers clandestins ». Ces personnes avaient, par le passé, travaillé en Belgique et ont pu être réinsérées sur le marché de l'emploi grâce à l'aide de l'ONEM en vue de pouvoir résider en Belgique.

L'endiguement de l'immigration limite principalement la migration individuelle d'ouvriers non qualifiés de l'extérieur de la CEE. Toutefois, la main-d'œuvre étrangère qualifiée bénéficiait encore de permis de travail. En outre, la migration dans le cadre du regroupement familial était autorisée, et les réfugiés et étudiants pouvaient également s'établir en Belgique (Eggerickx T. , et al., 1999).

À compter des années 1980, nous constatons qu'en raison de l'élargissement du nombre de membres au sein de la CEE (ultérieurement CE et plus tard encore UE), de plus en plus de personnes peuvent venir travailler librement en Belgique. Pour être plus précis, l'élargissement de la libre circulation des travailleurs a été multiplié par sept en raison de l'entrée de différents pays (1973 : Danemark, Grande-Bretagne et Irlande ; 1981 : Grèce ; 1986 : Portugal et Espagne ; 1995 : Autriche, Finlande et Suède ; 2004 : République tchèque, Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Slovaquie et Slovénie ; 2007 : Bulgarie et Roumanie ; 2013 : Croatie) et s'est restreint une fois en raison du Brexit en 2020. En outre, les ressortissants de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège et de la Suisse peuvent également accéder au marché de l'emploi européen sans devoir disposer d'un permis de travail.

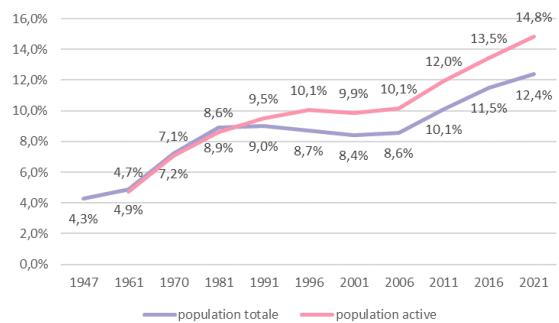
Dans les années 1990, les migrations ne provenaient pas seulement de l'intérieur de l'UE, mais aussi de réfugiés politiques et économiques ainsi que d'autres demandeurs d'asile. Contrairement à la migration de travailleurs immigrés qui venaient principalement d'Italie, du Maroc et de la Turquie, de nombreux plus petits groupes aux nationalités diverses affluaient en raison de ce nouveau flux migratoire (Eggerickx T. , et al., 1999). Leur accès au marché de l'emploi belge dépend de leur statut et du pays de provenance.

³ Belgique, Allemagne, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas.

En raison des diverses tendances migratoires au fil du temps, la proportion de personnes de nationalité étrangère au sein de la population belge a augmenté en passant de 4,3 % en 1947 à 12,4 % en 2021 (voir graphique 2.I). L'on enregistre une forte croissance dans les périodes allant respectivement de 1961 à 1981 et de 2006 à 2021. Le proportion de non-Belges dans la population active⁴ est similaire à celle de la population totale dans la période allant de 1961 à 1981. Ensuite, la proportion de non-Belges dans la population active augmente davantage que dans la population totale.

Proportion de non-Belges dans la population (active).

Gra. 2.I



Le graphique est représenté sur la base des données de (Eggerickx T. , et al., 1999) et (Statbel, 2025)

⁴ Les chiffres pour 2001 concernent les 15-64 ans. À partir de 2001, cela concerne les 18-64 ans.

3

ACCES A L'ASSURANCE-CHOMAGE POUR LES NON-BELGES

Tandis que l'on décrivait l'accès au marché de l'emploi belge dans la partie précédente, ici, nous analysons les droits des non-Belges aux allocations de chômage.

En raison de la politique active en matière de migration de main-d'œuvre, l'arrêté royal du 31 mai 1933 portant modification du régime de chômage involontaire faisait mention du droit aux allocations de chômage pour les non-Belges. Les assurés sociaux, notamment français, luxembourgeois et néerlandais, pouvaient percevoir des indemnités et des interventions sous les mêmes conditions que celles des assurés sociaux de nationalité belge. Pour les Suisses, un régime spécial était appliqué. Les personnes disposant de ces quatre nationalités pouvaient acquérir des droits pour bénéficier d'allocations de chômage en Belgique. En théorie, ce nouvel arrêté limitait considérablement les droits des non-Belges, qui pouvaient jusqu'alors s'affilier librement à une caisse de chômage (Ladlani, 2014). Dans la pratique, le nombre de non-Belges affiliés dans la période précédente était plutôt négligeable.

Néanmoins, une majorité des travailleurs étrangers continuaient à ne pas être protégés : les chiffres de 1938 montrent que les Français, les Néerlandais et les Luxembourgeois représentaient ensemble 43,8 % du nombre total de travailleurs étrangers. D'autres grands groupes de nationalités sont les Polonais (16,9 %) et les Italiens (11 %) (Service central de statistiques, 1938).

Les Belges et les citoyens de certains pays (voisins) ont donc été protégés contre le chômage involontaire, alors que les autres nationalités n'ont pas bénéficié de pareils droits⁵. Caestecker et Morelli (2010, p. 388) avancent la justification suivante : « Les ouvriers étrangers constituaient de la main-d'œuvre complémentaire, tandis que les ouvriers étrangers chômeurs étaient – s'il l'on suit la logique de la nouvelle politique – une *contradiction en soi* [sic]. Les étrangers chômeurs étaient censés quitter le pays et l'octroi d'allocations de chômage leur était refusé. »

⁵ Nous ne tenons pas compte des réfugiés dans cette partie. Il existait une réglementation distincte pour eux, mais en

tant que groupe au sein de la population des chômeurs, ils sont plutôt limités.

En 1934, l'OIT avait déjà établi la convention C044 (entrée en vigueur en 1938) qui assimile spécifiquement les droits aux allocations de chômage des mains-d'œuvre étrangères à ceux des citoyens du pays (art. 16). Ladite convention n'a, à l'époque, pas été ratifiée par la Belgique.

Après la Seconde Guerre mondiale, avec la généralisation du droit aux allocations de chômage, ledit droit a été élargi à toutes les mains-d'œuvre étrangères (Ladlani, 2014). Alors que dans les premières années, l'on vérifiait principalement le statut de séjour pour ouvrir le droit aux allocations, l'on met désormais l'accent, à des fins de contrôle, sur le permis de travail tel que repris dans l'arrêté royal du 22 juin 1951 modifiant l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organisant le Fonds provisoire de Soutien des Chômeurs involontaires. Dès lors, les conditions d'admissibilité du régime de chômage belge disposent que les personnes ne sont éligibles que si elles résident en Belgique et si elles sont disponibles pour le marché de l'emploi. Par conséquent, les travailleurs étrangers ne peuvent bénéficier d'allocations que s'ils sont en possession d'un permis de séjour et de travail valable. Toutes les permis de travail qui ne donnent qu'un accès limité au marché de l'emploi (l'accès à un seul employeur, par exemple) ne donnent pas droit à des allocations de chômage complètes et illimitées. À l'expiration d'un permis de travail, les personnes avaient initialement droit à des allocations pendant 30 jours (ONEM, 1960). Ce droit a été porté à 60 jours en 1965 (AR du 5 novembre 1965 – Modification des articles 122, 123, 124, 125, 151 et 188 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage). En outre, le droit aux allocations prend fin lorsqu'il n'y a plus de permis de séjour valable. Les travailleurs étrangers qui n'ont pas besoin de permis de travail, tels que ceux provenant de l'union économique, ou qui ont un permis de travail valable pour plusieurs occupations/employeurs,

ont, en principe, les mêmes droits que les personnes de nationalité belge.

Après la Seconde Guerre mondiale, la Belgique a également conclu des traités bilatéraux avec, entre autres, les Pays-Bas (29.08.1947) et l'Italie (30.04.1948) en vue d'une législation réciproque en ce qui concerne les assurances sociales. Cela permet de prendre en compte les périodes pendant lesquelles l'on est assuré dans ces pays pour ouvrir le droit aux allocations de chômage en Belgique après une occupation. Inversement, les Belges peuvent ouvrir le droit aux allocations de chômage à l'étranger sur la base, entre autres, de leurs périodes assurées en Belgique. En 1959, certains de ces traités bilatéraux ont été abrogés et convertis en un règlement multilatéral de la CEE. Les pays qui étaient concernés sont la France, le Luxembourg, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie et la Belgique (Giet, 1960). Si ce règlement multilatéral élargit le nombre de pays par l'adhésion de nouveaux pays à l'union économique, la Belgique conclut également des accords avec des pays en dehors de l'union. La liste actuelle des pays avec lesquels il existe un accord bilatéral figure dans la feuille info T31 sur le site web de l'ONEM⁶. Il s'agit essentiellement des pays limitrophes de l'UE. Le Maroc est le grand absent de cette liste. Bien qu'il y ait une longue histoire migratoire commune, il n'existe pas d'accord bilatéral.

⁶ En avril 2025, ce sont les pays suivants qui sont concernés : Royaume-Uni, Islande, Liechtenstein, Norvège, Suisse, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord, Monténégro, Algérie, Tunisie, Turquie et Saint-Marin.

Jusqu'en 1989 inclus, le droit aux allocations de chômage sur base des études était limité aux ressortissants des pays avec lesquels un accord de réciprocité en matière de chômage avait été conclu (Dhoore, 1982-1983). Depuis le 1^{er} janvier 1990, ce droit est également accordé aux ressortissants des pays avec lesquels la Belgique a conclu un accord bilatéral relatif à l'occupation de travailleurs étrangers (arrêté royal portant modification de l'article 125 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, publié au Moniteur belge du 23.08.1989). Cela a eu une incidence particulière sur les jeunes Marocains et Tunisiens qui n'ont pas pu ouvrir de droits aux allocations de chômage sur base des études avant 1990. L'accès aux programmes de formation et d'emploi étant lié au droit aux allocations, le même groupe de jeunes s'est également vu refuser l'accès à ces programmes avant 1990 (Justaert, 1988).

4

CHOMAGE PAR NATIONALITE – SERIE DE CHIFFRES

Dans cette troisième partie, nous présentons la série de chiffres relatifs aux allocations de chômage ventilés par nationalité. Outre une évolution générale où les différences entre les statuts sont également prises en compte, une ventilation détaillée par pays d'origine est également présentée.

Les sources de la série de chiffres présentée dans ce spotlight sont globalement les mêmes que celles des séries historiques publiées précédemment (Segaert & Nuyts, 2021 ; Nuyts, 2023). Les chiffres pour la période allant jusqu'à 1971 inclus sont tirés d'anciennes publications statistiques. Plus précisément, pour les années 1953-1959, des moyennes annuelles ont été publiées dans les rapports annuels, tandis que pour les années 1960-1965, un pourcentage de non-Belges était disponible pour juin ou décembre. De 1966 à 1971, les chiffres relatifs à la répartition par nationalité pour le mois de juin figurent dans les comptages annuels. À compter de 1972 jusqu'en 1991 inclus, une série numérique est disponible (Stat92) et depuis 1998, il y a les données de paiement qui sont actuellement utilisées dans tous les monitorings. La source pour la période allant de 1992 à 1997 inclus ne comprend pas de variable pour la nationalité. Comme pour la série de chiffres relatifs à la durée du chômage, pour lesquels nous avons rencontré un problème similaire, les totaux annuels sont pris en compte pour

ces années. Les proportions par nationalité reposent sur l'évolution progressive du taux entre 1991 et 1998.

Le graphique 4.I montre l'évolution en unités physiques pour les chômeurs non belges. Dans la période antérieure aux années 1970, le chômage est limité. En 1975, le nombre dépasse pour la première fois les 20 000 unités. La population connaît une forte croissance depuis 1970, avec un pic en 1994 (111 972 unités physiques). À partir de 1994, le nombre d'unités physiques connaît une diminution jusqu'en 2001. Cette période a été suivie de plusieurs années de croissance, après quoi nous sommes revenus aux niveaux de 2001 en 2008. Pendant la crise bancaire, le nombre de chômeurs non belges est reparti à la hausse jusqu'à ce qu'il diminue de nouveau fortement en 2014.

Pour déterminer si les non-Belges sont surreprésentés dans le chômage, nous comparons la proportion de non-Belges au chômage avec celle de non-Belges dans la population active (15-64 ans). Avant 1957, nous connaissons une diminution en chiffres absolus du nombre de non-Belges, mais la proportion de non-Belges reste aussi grande. La baisse s'accompagne donc d'une diminution du nombre de Belges au chômage. À partir de 1957, nous observons une augmentation proportionnelle du nombre de chômeurs non belges jusqu'en 1968. Au cours de cette

période, nous constatons que la proportion de chômeurs non belges dépasse largement la proportion de non-Belges dans la population active. Au cours des dix années suivantes, jusqu'en 1978, la proportion reste relativement stable, autour de 14 %. Cette importante surreprésentation s'explique en partie par le type de travail pour lequel les non-Belges ont été recrutés. Les emplois ouverts aux travailleurs migrants étaient souvent des emplois physiquement contraignants. Par conséquent, le nombre d'arrêts pour cause d'incapacité de travail est plus élevé. En outre, les secteurs dans lesquels ils travaillent sont également touchés économiquement par les fermetures et par la crise pétrolière. En outre, les non-Belges ont été licenciés plus rapidement que les Belges en cas de pénurie de travail.

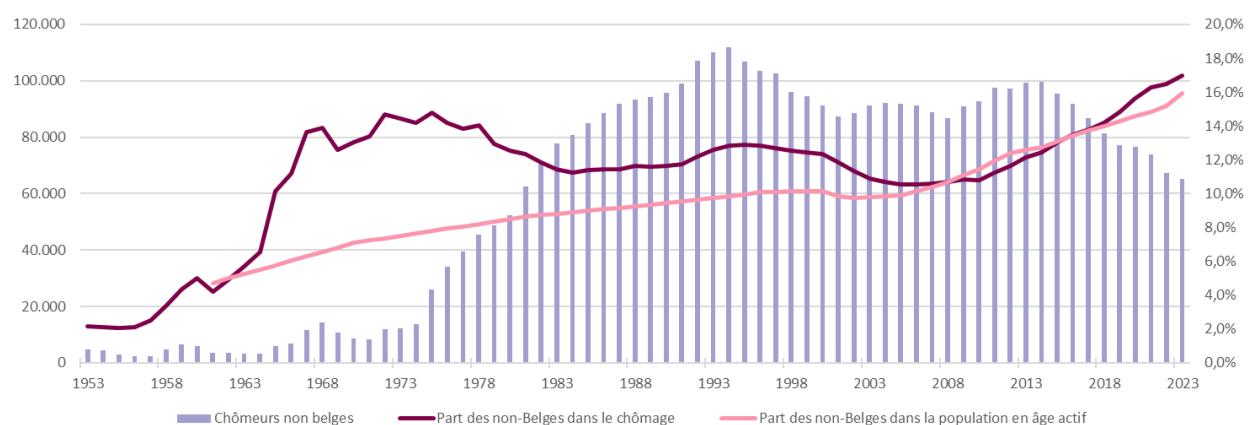
Entre 1978 et 1988, la proportion de non-Belges au chômage a connu une légère baisse et une stagnation légèrement supérieure à 11 %. L'on connaît ensuite une nouvelle hausse jusqu'en 1994, puis une baisse jusqu'en 2006. Après 2007, la proportion de chômeurs non belges augmente jusqu'en 2023. Cette augmentation est due à la proportion croissante de non-Belges dans la population active. Il est à noter que, parallèlement au début de l'augmentation de la proportion de non-Belges dans la popula-

tion active, les non-Belges ne sont plus surreprésentés dans le chômage. Jusqu'en 2006, il y a une surreprésentation des non-Belges au sein du chômage. À compter de 2007 jusqu'en 2018 inclus, la proportion de non-Belges dans la population de chômeurs et dans la population active est similaire, avec même une sous-représentation des non-Belges dans la population de chômeurs pendant plusieurs années. À partir de 2019, l'on observe à nouveau une légère surreprésentation, en partie due à la crise sanitaire.

Ainsi, si l'on compare avec la proportion de non-Belges dans la population active totale, l'on constate que la proportion de non-Belges dans la population de chômeurs est beaucoup plus proche de leur proportion dans la population active totale au cours des dernières décennies, mais qu'il y a certainement eu une forte surreprésentation, en particulier dans les années 1960 à 1990.

Évolution du nombre de chômeurs de nationalité étrangère en chiffres absolus (axe de gauche), en pourcentage du nombre total de chômeurs (axe droit) et en proportion de non-Belges dans la population en âge de travailler (axe droit) (1953-2023).

Gra. 4.I



Le graphique 4.II montre la répartition des chômeurs non belges par statut. La majorité des paiements effectués pour les non-Belges est de loin dans le statut de CCI-DE. Pourvu que la proportion pour ce statut soit toujours supérieure à 60 % pendant plusieurs années. Le deuxième statut le plus important est le statut de CCI-NDE, suivi par le statut d'AGR. À partir de 2000, l'on observe une forte croissance des mesures pour l'emploi et des mesures d'activation. Enfin, il y a les paiements pour les dispenses, qui sont plutôt limités en tout point, mais qui ont augmenté au cours des dernières décennies.

Dans le graphique 4.III, nous examinons si les non-Belges sont sur- ou sous-représentés dans les différents statuts de chômage. Pour chaque statut, la différence en points de pourcentage est calculée par année entre la proportion de non-Belges dans la population spécifique de chômeurs et la proportion de non-Belges dans la population active⁷. Une valeur positive indique une surreprésentation, tandis qu'une valeur négative indique une sous-représentation.

À l'exception de 1961, les non-Belges sont surreprésentés pour le statut de CCI-DE. L'on enregistre également une surreprésentation des dispenses dans la période allant de 1974 à 1996 inclus et à nouveau à partir de 2018. Pour le statut d'AGR, la sous-représentation pour l'ensemble de la période se situe entre -0,6 % et -2,9 %. Pour le statut de CCI-NDE, l'on observe une fluctuation plus importante du nombre de points de pourcentage de sous-représentation des non-Belges. Pour la période allant jusqu'en 2001, l'on constate une réduction de l'écart de -4 % à -0,3 % de sous-représentation. Par la suite, l'écart se réduit pour atteindre un maximum de -7,9 % en 2021. L'augmentation rapide du nombre de non-Belges dans la population active à partir de la seconde moitié des années 2000 ne donne pas lieu à une augmentation de la population de CCI-NDE.

Parmi les mesures pour l'emploi, la sous-représentation est beaucoup plus importante durant la période antérieure à 1998, car jusqu'à ce moment-là, la seule mesure était l'emploi dans les entreprises de travail adapté. Depuis 1998, ce statut comprend de nombreux nouveaux régimes (Segaert & Nuyts, 2021). À partir de ce moment-là, l'on constate que la sous-représentation a diminué de plus de moitié. Des analyses antérieures pour la période allant de 2008 à 2017 ont montré qu'environ 90 % des paiements pour des mesures pour l'emploi concernent des Belges (ONEM, 2014 ; ONEM, 2018), ce qui semble confirmer la sous-représentation générale. Il existe des différences en fonction de la mesure, avec une nette surreprésentation des non-Belges dans les programmes de transition professionnelle.

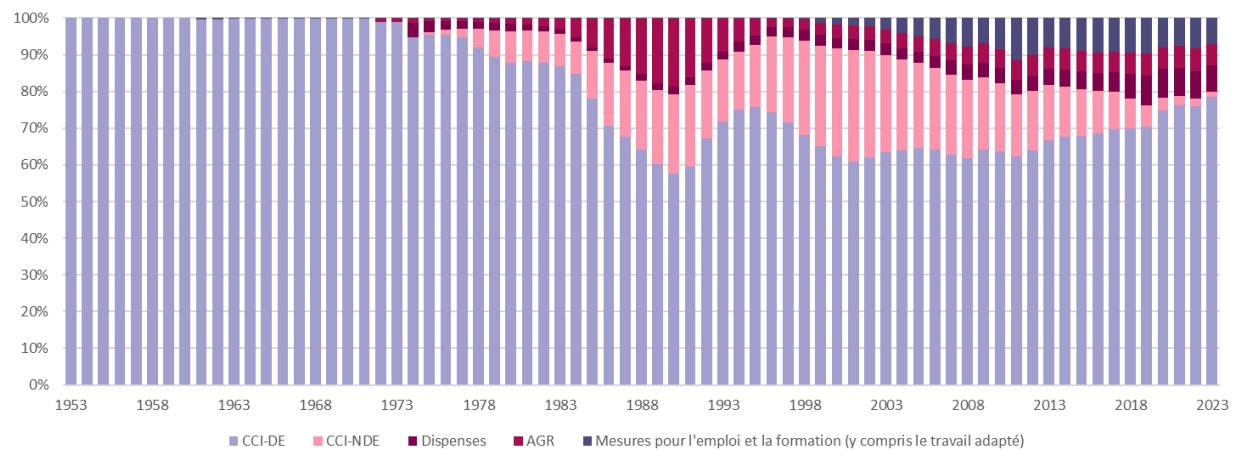
Il existe deux grands groupes de mesures que nous n'avons pas pu identifier ici : les mesures pour l'industrie minière et sidérurgique, et les mesures du plan Spitaels. Pour ce premier groupe de mesures, aucune information n'est disponible concernant la nationalité. Pour certaines mesures du plan Spitaels, nous disposons d'informations pour les années 1982 et 1986. Au cours de ces années, l'on a observé une forte sous-représentation des non-Belges dans les statuts de chômeurs mis au travail, travailleurs occupés dans le Cadre spécial temporaire et dans le Troisième circuit de travail (VZW Bareel, 1983 ; VZW Bareel, 1986). Les non-Belges représentaient environ 4 % de ces mesures au cours des deux années pour lesquelles nous disposons de données.

Compte tenu de l'importance relative du statut de CCI-DE, la surreprésentation constatée sur la période 1960-2000 dans le graphique 4.I est en grande partie due à ce statut. Après 2008, la surreprésentation plus limitée dans le statut de CCI-DE est compensée par la sous-représentation dans les autres statuts, qui occupent toujours jusqu'à 40 % du total. La surreprésentation récente résulte à nouveau de la proportion plus élevée de non-Belges dans le statut de CCI-DE ainsi que dans les dispenses.

⁷ Cette série ne commence qu'en 1961 puisque les chiffres annuels concernant la population active non belge sont disponibles à partir de cette année-là.

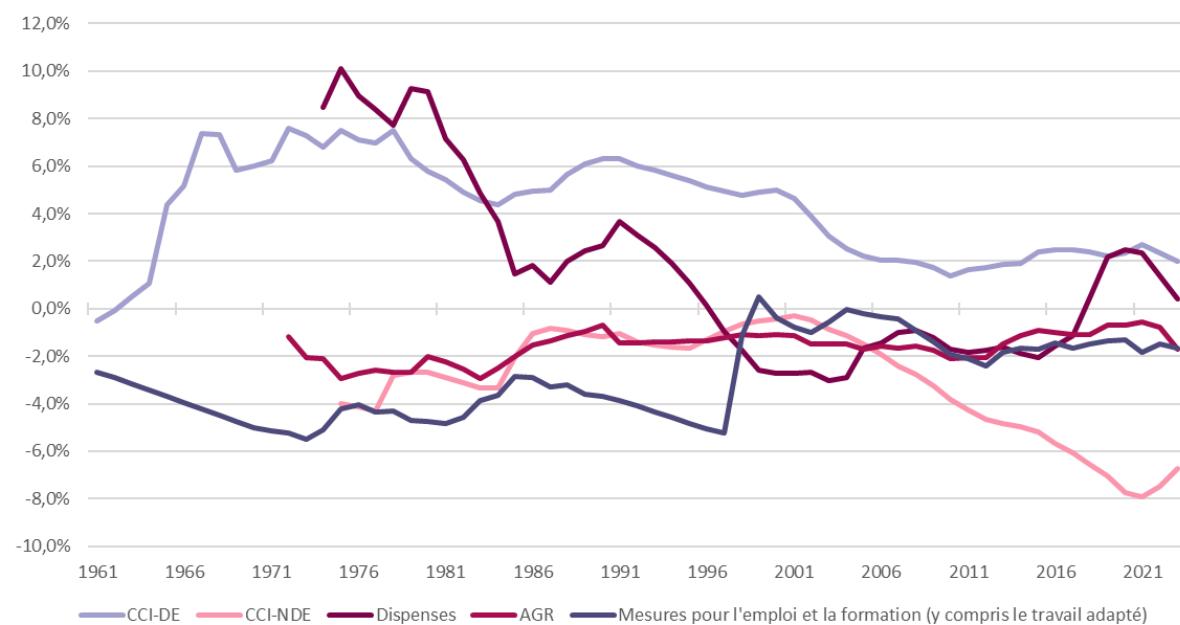
Répartition de la population des non-Belges par statut de chômage (1953-2023).

Gra. 4.II



Différence entre la proportion de non-Belges au chômage et dans la population active par statut (en points de pourcentage).

Gra. 4.III



Depuis 1972, nous disposons systématiquement de données sur les différentes nationalités au sein du chômage. Le graphique 4.IV donne un aperçu des nationalités les plus courantes⁸ et le tableau 4.I répertorie, par décennie, les cinq pays où la proportion de chômeurs est la plus élevée en Belgique.

En ce qui concerne la période antérieure à 1972, des informations ont néanmoins été retrouvées dans les anciens rapports annuels de l'ONEM pour certaines années. En 1958, 40 % des chômeurs non belges provenaient d'Italie, 17,1 % des Pays-Bas et 9,6 % de France. Ces trois pays demeurent les trois plus importants en 1962, la proportion de l'Italie et de la France ayant augmenté pour atteindre respectivement 50 % et 12 %, tandis que la proportion des Pays-Bas a diminué (10 %). En 1967, 53 % des chômeurs non belges provenaient d'Italie, 9 % d'Espagne et 6 % de France et du Maroc.

Il est intéressant de noter qu'en 1958, les chiffres indiquent également que 6,6 % des chômeurs étaient de nationalité hongroise, alors qu'il n'en est plus fait mention dans les séries de chiffres ultérieures. En 1956, il y a eu un afflux de réfugiés hongrois en raison de problèmes politiques dans ce pays (Caestecker, 2016). En conséquence, quelque 7 000 réfugiés hongrois au total se sont retrouvés en Belgique, où ils ont eu accès à l'ensemble du marché de l'emploi. Bien que leur placement se soit déroulé plutôt aisément, ils ne sont pas devenus un groupe permanent dans les chiffres du chômage. En effet, parmi ce groupe de réfugiés, certains sont rentrés ou ont voyagé vers un autre pays, tandis que d'autres ont opté pour la naturalisation après avoir séjourné en Belgique pendant 10 ans. En raison du nombre décroissant de personnes de nationalité hongroise en Belgique, ce groupe n'est plus

visible dans les statistiques en tant que catégorie distincte.

Les Italiens constituent le groupe le plus important de non-Belges au sein du chômage depuis la fin des années 1950 et le resteront jusqu'en 2022. Avec une proportion de plus en plus faible, les Italiens (11,6 %) seront dépassés par les Français (13 %) pour la première fois en 2023.

La migration de main-d'œuvre qui a commencé après la Seconde Guerre mondiale a eu une incidence majeure et durable sur les chiffres du chômage. Outre les Italiens, d'autres nationalités qui ont émigré en grand nombre en tant que travailleurs étrangers dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale font également partie du top 5 : le Maroc, l'Espagne, la Turquie et la Grèce.

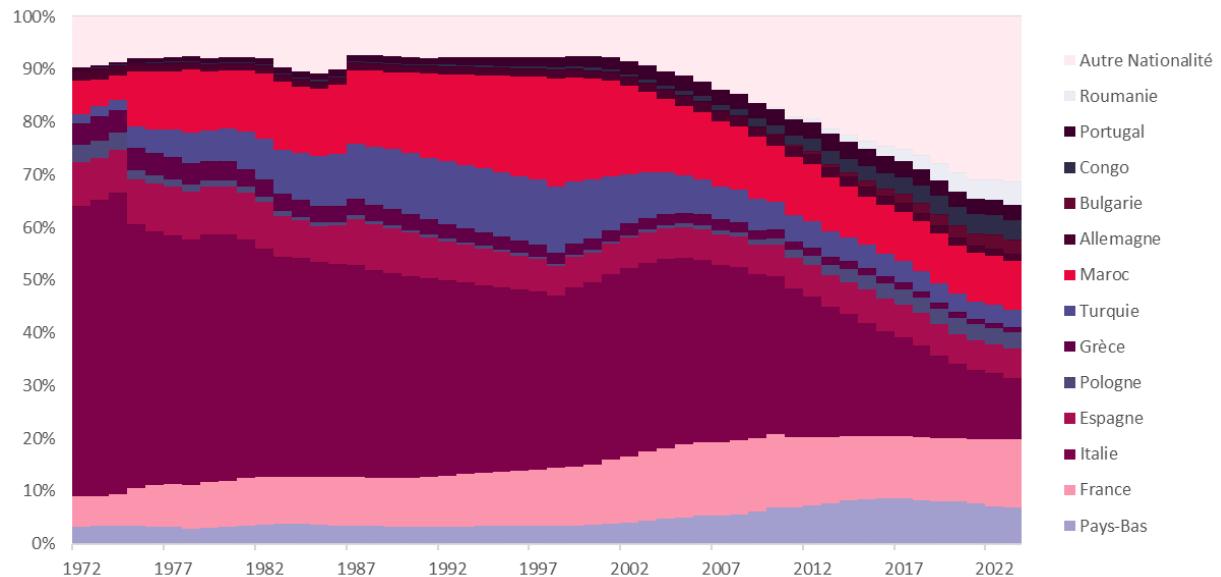
Deux pays voisins figurent également dans le top 5 : la France et les Pays-Bas. Sur l'ensemble de la période, la France a une proportion plus importante que les Pays-Bas, qui n'apparaissent dans le top 5 qu'au cours des décennies 2010 et 2020.

Enfin, la catégorie « autres nationalités » connaît une augmentation notable depuis 2001. Ce groupe résiduel comprend de nombreuses nationalités différentes, qui n'occupent toutes qu'une faible proportion du chômage. Toutefois, à partir de 2015, cette catégorie résiduelle est relativement la plus importante et sa proportion continue de croître. Cette tendance est liée à l'évolution de la tendance migratoire au cours des dernières décennies, où les flux migratoires sont plus diversifiés, avec de nombreuses nationalités différentes.

⁸ Les statistiques sur les paiements de l'ONEM évoluent en fonction du contexte sociétal et politique. Ceci s'applique également aux détails repris dans la variable « nationalité ». Les pays dans cette variable sont plutôt limités et déterminés par les grands groupes de non-Belges présents dans la société, ainsi que par le contexte international (CECA ; CEE ; CE ; EEE ou UE). La catégorie « autres nationalités » varie donc dans sa composition au fil du temps.

Répartition des chômeurs non belges par nationalité.

Gra. 4.IV

**Top 5 des nationalités non belges les plus courantes par décennie**

Tab. Error! Use the Home tab to apply Kop 1 to the text that you want to appear here..!

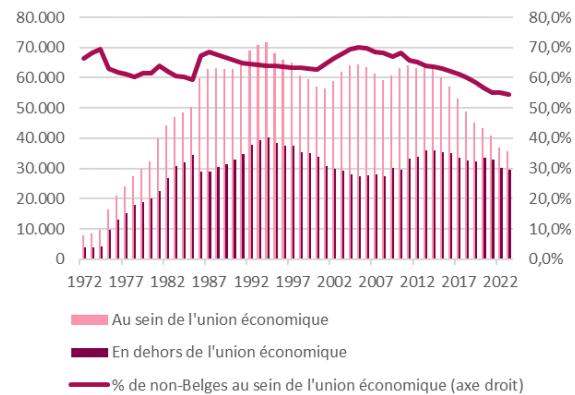
	années 1970	années 1980	années 1990	années 2000	années 2010	années 2020
Italie	51,0%	Italie	41,8%	Italie	35,5%	Italie
Maroc	8,9%	Maroc	12,9%	Maroc	18,0%	Maroc
Espagne	8,6%	France	9,1%	Turquie	12,0%	France
France	7,1%	Turquie	9,0%	France	10,2%	Maroc
Grèce	4,2%	Espagne	8,2%	Espagne	6,8%	Italie

La réglementation relative à l'occupation de main-d'œuvre étrangère varie fortement selon qu'elle vient de l'intérieur ou de l'extérieur de l'Union économique (CECA ; CEE ; CE ; EEE ou UE selon l'année). Par conséquent, le graphique 4.V regroupe les non-Belges en deux catégories : à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Union économique⁹. Au cours de la période 1972-2023, le taux de chômeurs de l'intérieur de l'Union économique varie entre 54,6 % et 70 %. La baisse de la proportion de non-Belges originaires de l'Union économique au cours des dix dernières années résulte d'une contraction plus forte de ce groupe que des chômeurs originaires de l'extérieur de l'Union économique.

En raison des expansions de l'Union économique, des groupes de population se déplacent de l'extérieur vers l'intérieur de l'Union économique. Étant donné que le libre accès au marché de l'emploi est parfois introduit par étapes au cours d'une période

de transition (par exemple, pour les pays qui ont adhéré en 2004), un changement n'est pas toujours visible dans le graphique ci-dessus.

Répartition des chômeurs non belges par nationalité de l'intérieur ou de l'extérieur de l'Union économique. Gra. 4.V



⁹ Les pays qui font partie de l'Union économique varient d'une année à l'autre et se fondent sur l'année de leur adhésion. L'on ne tient pas compte des mesures de transition, qui ne permettent aux habitants d'accéder librement au marché de l'emploi que bien plus tard. En raison des

limites de la variable « nationalité », il n'est pas possible d'analyser l'évolution de tous les pays qui font actuellement partie de l'UE.

Enfin, des statistiques sont disponibles pour les demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés (DENI). Il s'agit des personnes qui se sont inscrites volontairement ou obligatoirement comme demandeurs d'emploi auprès des organismes régionaux. Les jeunes en stage d'insertion professionnelle, les chômeurs sanctionnés, les demandeurs d'emploi à charge du CPAS et les demandeurs d'emploi ayant un handicap reconnu par le SPF Sécurité sociale sont tenus de s'inscrire comme demandeurs d'emploi.

Dans les tableaux 4.II et 4.III, nous examinons l'évolution de ces demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés. Nous avons séparé les jeunes en stage d'attente ou en stage d'insertion professionnelle des autres demandeurs d'emploi obligatoirement inscrits. D'une manière générale, le pourcentage de Belges est très élevé parmi les jeunes en stage d'insertion professionnelle, passant de 96,4 % de Belges dans les années 1980 à 88,3 % dans les années 2020. Les nationalités des groupes de non-Belges les plus courants correspondent à celles des chômeurs indemnisés. Le Maroc, dont les citoyens n'avaient pas encore accès aux allocations d'insertion à l'époque, a été un absent notable dans les années 1970. En outre, pour les années 2010 et 2020,

la Roumanie apparaît dans le top 6 des nationalités, alors qu'elle n'est pas aussi présente dans le chômage.

Parmi les autres inscrits obligatoirement, l'Italie, la France, la Turquie et le Maroc prédominent dans les premières décennies, complétés par le groupe des réfugiés reconnus (tableau 4.III). Au cours des dernières décennies, l'on observe une proportion allant croissante de personnes ayant la nationalité de pays où des conflits sévissent : Congo, Irak, Afghanistan, Ukraine et Syrie. En outre, le groupe « réfugiés » demeure également dans le top 6.

L'inscription volontaire en tant que demandeur d'emploi concerne les personnes rentrantes, les demandeurs d'emploi qui souhaitent s'inscrire pendant leur pension et les demandeurs d'emploi qui souhaitent accéder au marché de l'emploi régional, mais qui ne vivent pas encore dans la région. Dans les années 1970-1990, ce sont principalement les pays de travailleurs étrangers et les pays voisins qui figurent dans le top 6 (tableau 4.IV). À partir des années 2000, seules d'autres nationalités sont entrées dans la liste : Congo, Russie, Roumanie et tout récemment Ukraine.

Le top 6 des nationalités les plus courantes par décennie : stage d'insertion professionnelle (stage d'attente)

Tab. Error! Use the Home tab to apply Kop 1 to the text that you want to appear here..II

	années 1970		années 1980		années 1990		années 2000		années 2010		années 2020
Belgique	96,4%	Belgique	93,0%	Belgique	91,0%	Belgique	93,0%	Belgique	90,0%	Belgique	88,3%
Italie	3,4%	Italie	3,3%	Maroc	2,4%	Maroc	1,5%	France	1,2%	France	1,7%
Espagne	0,8%	Turquie	1,0%	Italie	2,1%	Italie	1,1%	Maroc	0,8%	Roumanie	0,8%
France	0,4%	Espagne	0,6%	Turquie	1,2%	France	0,8%	Italie	0,7%	Italie	0,8%
Pays-Bas	0,3%	France	0,6%	France	0,8%	Turquie	0,5%	Pays-Bas	0,6%	Maroc	0,7%
Turquie	0,3%	Maroc	0,4%	Espagne	0,4%	Espagne	0,3%	Roumanie	0,6%	Pays-Bas	0,5%

Le top 6 des nationalités les plus courantes par décennie : autres inscrits obligatoirement

Tab. Error! Use the Home tab to apply Kop 1 to the text that you want to appear here..III

	années 1970		années 1980		années 1990		années 2000		années 2010		années 2020
Belgique	89,4%	Belgique	86,6%	Belgique	76,6%	Belgique	63,8%	Belgique	64,7%	Belgique	59,9%
Italie	4,0%	Italie	3,8%	Réfugiés	5,0%	Maroc	4,1%	Syrie	2,7%	Oekraïne	3,8%
France	1,8%	France	2,2%	Italie	3,4%	Italie	2,7%	Maroc	2,4%	Syrië	2,9%
Turquie	0,9%	Réfugiés	1,7%	Maroc	2,9%	Congo	2,7%	Irak	2,3%	Maroc	2,2%
Réfugiés	0,9%	Maroc	1,6%	France	2,5%	France	2,2%	Afghanistan	2,1%	Afghanistan	1,8%
Maroc	0,8%	Turquie	1,0%	Congo	1,7%	Réfugiés	2,0%	Réfugiés	2,0%	Réfugiés	1,8%

Le top 6 des nationalités les plus courantes par décennie : les inscrits volontairement

Tab. Error! Use the Home tab to apply Kop 1 to the text that you want to appear here..IV

	années 1970		années 1980		années 1990		années 2000		années 2010		années 2020
Belgique	86,1%	Belgique	82,5%	Belgique	64,5%	Belgique	54,6%	Belgique	52,7%	Belgique	55,1%
Italie	3,9%	Maroc	3,8%	Maroc	7,1%	Maroc	8,9%	Maroc	6,5%	Maroc	5,1%
France	2,8%	Italie	2,8%	France	5,1%	France	3,4%	Roumanie	2,5%	France	2,7%
Maroc	1,9%	France	2,6%	Turquie	2,7%	Congo	3,2%	Pays-Bas	2,3%	Roumanie	2,0%
Turquie	1,0%	Turquie	1,0%	Italie	2,3%	Turquie	2,3%	France	2,3%	Ukraine	1,9%
Pays-Bas	0,8%	Pays-Bas	0,8%	Pays-Bas	1,7%	Russie	1,6%	Congo	2,0%	Pays-Bas	1,8%

5

DIFFÉRENCES DANS LES CARACTÉRISTIQUES INDIVIDUELLES ENTRE LES BELGES ET LES NON-BELGES

Dans ce chapitre, nous examinerons plus en profondeur les différences dans les caractéristiques individuelles entre les chômeurs belges et les chômeurs de nationalité étrangère. Avant 1972, les informations à ce sujet sont plutôt limitées, car la nationalité en tant que variable n'est généralement pas croisée avec d'autres variables. Une description de la population de chômeurs de nationalité étrangère est disponible de manière plutôt anecdotique pour plusieurs années. Toutefois, nous fournirons chaque fois les informations disponibles dans les différents sous-chapitres.

5.1

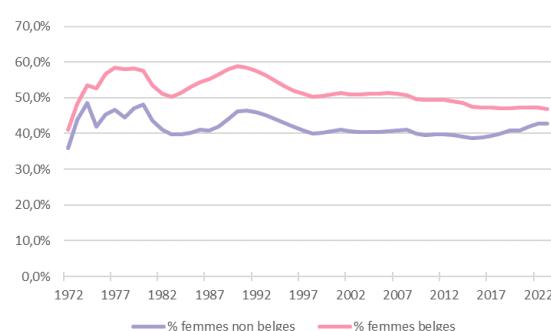
Sexe

Dans la période allant de 1958 à 1962, le pourcentage de femmes dans la population de chômeurs non belges oscille entre 15 et 21 %. Cela s'explique entre autres par le fait que les travailleurs étrangers étaient principalement recrutés pour l'industrie minière et métallurgique pour le travail physique qu'elle exige.

Dans la série de chiffres à partir de 1972, l'on constate généralement une proportion plus faible de femmes parmi les chômeurs non belges que parmi les chômeurs belges. Cela s'explique notamment par la plus faible participation des femmes non belges au marché de l'emploi. Les groupes connaissent à peu près la même évolution. Les baisses frappantes observées dans la première moitié des années 1980 et dans les années 1990 sont le résultat de mesures de sanction visant les chômeurs de longue durée ou les chômeurs récurrents, qui ont principalement exclu les femmes du chômage (Nuyts, 2023 ; Bauwens, 2009).

Répartition des chômeurs par nationalité et par sexe

Gra. 5.I



5.2

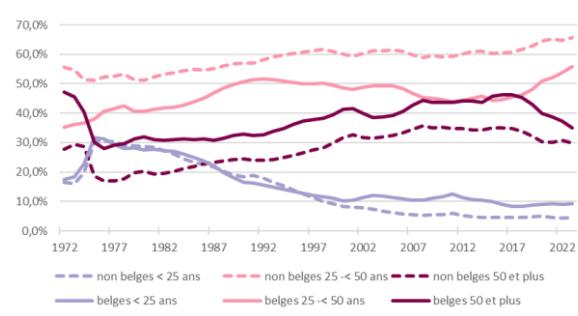
Âge

En 1958, moins de 5 % des chômeurs non belges avaient moins de 20 ans. La grande majorité d'entre eux appartenaient à la catégorie des 20-49 ans (64,5 %), tandis qu'environ un sur trois (31,2 %) a plus de 50 ans.

Pour la période allant de 1972 à 2023 inclus, comme le montre le graphique 5.II, nous constatons une différence frappante dans la répartition par âge des chômeurs belges par rapport aux chômeurs non belges. Dans l'ensemble, chez les chômeurs étrangers, l'on enregistre une proportion plus élevée de personnes âgées entre 25 et 49 ans, et un groupe plus restreint de 50 ans et plus. À partir des années 2000, l'on constate que la proportion de chômeurs de moins de 25 ans devient plus faible chez les non-Belges que chez les Belges.

Répartition des chômeurs par nationalité et par âge

Gra. 5.II



5.3 Région

Au cours de la période 1953-1962, les groupes les plus importants de chômeurs non belges relèvent des bureaux du chômage de Bruxelles, d'Anvers, de Liège, de Mons, de La Louvière et de Charleroi. Ces concentrations régionales sont clairement liées à la répartition géographique des industries qui recrutent la main-d'œuvre étrangère au cours de cette période.

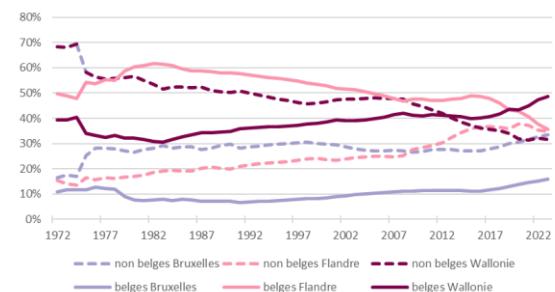
C'est encore le cas en 1972, avec près de 70 % des chômeurs non belges vivant en Wallonie (graphique 5.III). La proportion pour la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale est à peu près aussi grande. La proportion pour la Région wallonne est en net recul jusqu'en 2023, la proportion pour la Région de Bruxelles-Capitale augmentant surtout au début, mais à partir des années 1990, l'on observe également une augmentation de la proportion pour la Région flamande. En 2023, la répartition des chômeurs non belges entre les Régions est égale.

D'après le recensement (Eggerickx T., et al., 1999), nous savons qu'en 1991, la répartition des non-Belges était plus ou moins proportionnelle entre les Régions (38 % en Région wallonne et 31 % en Région de Bruxelles-Capitale et en Région flamande). Au sein du chômage, la proportion de non-Belges originaires de la Région wallonne est toujours légèrement supérieure à 50 %.

L'évolution pour les non-Belges diffère sensiblement de celle des chômeurs belges par Région (graphique 5.III). Parmi les chômeurs belges, la Région flamande est de loin la plus importante, jusqu'en 2018 inclus. Dans l'ensemble, la Région de Bruxelles-Capitale a la plus faible proportion de chômeurs belges.

Répartition des chômeurs par nationalité et par Région

Gra. 5.III



5.4

Durée du chômage

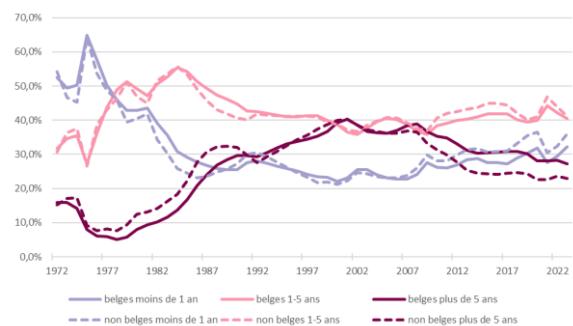
Grâce à une publication antérieure, nous savons que le chômage de longue durée chez les non-Belges était inférieur à celui des Belges dans les années 1950 (ONEMC, 1959). En 1958, 75,3 % ont été au chômage pendant moins d'un an, tandis que 18,6 % ont été au chômage pendant un à cinq ans et 6,1 % pendant plus de cinq ans.

En 1972, les proportions ont considérablement changé. La proportion de chômeurs de moins d'un an reste alors à 54,2 % pour les non-Belges. Le groupe des chômeurs de un à cinq ans occupe déjà 30,6 % du total, et le groupe des chômeurs de plus de cinq ans 15,2 %. Les différences entre Belges et non-Belges selon la durée du chômage qui existaient dans les années 1950 se sont stabilisées en 1972. À partir de 1975, la proportion de chômeurs de moins d'un an diminue et la croissance du groupe de chômeurs ayant entre un et cinq ans de chômage commence. Après quelques années, il y a un effet de répercussion, avec une proportion croissante de chômeurs ayant une durée de chômage de cinq ans ou plus. Cette tendance générale, qui est également abordée dans le spotlight portant sur

l'évolution à long terme de la durée du chômage (Nuyts, 2023), est plus ou moins similaire pour les Belges et les non-Belges. De légères différences sont perceptibles entre 1975 et 1990, période au cours de laquelle une plus grande proportion de non-Belges ont plus de cinq ans de chômage. À partir du milieu des années 2000, la proportion des plus de cinq ans diminue plus fortement chez les non-Belges que chez les Belges en raison d'une augmentation en nombres absolus des moins d'un an.

Répartition des chômeurs par nationalité et par durée du chômage

Gra. 5.IV



6

CONCLUSION

L'évolution des étrangers sur le marché de l'emploi belge et des allocations de chômage se caractérise principalement par la migration de la main-d'œuvre et, dans une moindre mesure, par les flux de réfugiés. La Belgique a une longue histoire de migration de main-d'œuvre. Avant la Seconde Guerre mondiale, la protection contre le chômage pour les non-Belges était très limitée. Avec la généralisation de la sécurité sociale après la guerre, les non-Belges ont également bénéficié du droit aux allocations de chômage après un travail. Simultanément à l'octroi de ces droits, l'économie belge a connu un grand besoin de main-d'œuvre étrangère dans le cadre de la reconstruction.

En raison du grand nombre de travailleurs attirés par la Belgique, la migration de main-d'œuvre d'après-guerre a très clairement laissé son empreinte sur les statistiques des chômeurs non belges. Les groupes de nationalités qui sont venus en grand nombre en Belgique pour y travailler sont jusqu'à présent visibles dans les chiffres. Depuis les années 1970, les Italiens constituent le groupe le plus important parmi les chômeurs non belges. En 2023, pour la première fois, ils ne seront plus le groupe le plus important et seront dépassés par les Français. D'autres grands groupes de nationalités

tels que les Marocains, les Turcs et les Grecs, qui sont arrivés en Belgique lors de la grande vague de migration de main-d'œuvre, perdent également en importance¹⁰ en raison, entre autres, d'une évolution de la tendance migratoire à partir des années 2000, avec un groupe plus important de travailleurs migrants venant de l'extérieur de l'UE. La proportion de chômeurs non ressortissants de l'UE augmente.

En général, la migration de main-d'œuvre tend à se concentrer sur les métiers en pénurie, et dont les conditions de travail sont souvent difficiles. Par exemple, la génération des travailleurs étrangers des années 1950 et 1960 ont été principalement attirés en tant que travailleurs complémentaires pour des emplois de dure labeur dans des secteurs soumis à des pressions économiques. **Par conséquent, les travailleurs étrangers présentent, d'une part, souvent une combinaison de prestations de travail en Belgique (qui ouvrent le droit à des allocations) et, d'autre part, un risque relativement plus élevé d'arrêt pour cause d'incapacité de travail (temporaire) ou de licenciement et une position plus faible sur le marché de l'emploi que les travailleurs belges.** En conséquence, les non-Belges ont été surreprésentés dans les allocations de chômage pendant

¹⁰ Comme les chiffres se réfèrent à la variable « nationalité » et non à la variable « origine », nous « mettons » évidemment « de côté » les personnes qui font partie du groupe des Belges par naturalisation ou par l'acquisition d'une deuxième nationalité. Il en va de même pour les générations suivantes, si elles acquièrent la nationalité belge.

presque toute la période. Plusieurs décennies après les pics de travailleurs étrangers, il existe toujours une inégalité sur le marché de l'emploi entre les Belges et les non-Belges (ou les personnes issues de l'immigration) (SPF ETCS & UNIA, 2022). **Les nationalités liées aux flux de réfugiés sont proportionnellement légèrement plus représentées dans les statistiques des chômeurs non indemnisés.**

Bien qu'il y ait une surreprésentation globale au niveau du chômage, nous observons tout de même une **sous-représentation des non-Belges dans le statut de CCI-NDE, les mesures pour l'emploi et la formation et le statut d'AGR**. Ce phénomène est également conforme à la position souvent plus faible des non-Belges sur le marché de l'emploi belge. D'une part, il s'est avéré moins souvent possible pour eux de remplir les conditions d'accès aux régimes (dont la plupart ont entre-temps disparus) destinés aux non-demandeurs d'emploi et, d'autre part, il s'avère difficile pour eux de se réinsérer sur le marché de l'emploi une fois devenus chômeurs. Comme le montre régulièrement le suivi socioéconomique du SPF ETCS et d'Unia, la discrimination sur le marché de l'emploi belge joue également un rôle important.

7

BIBLIOGRAPHIE

1. Algoed, H. (2009). De sociale wetgeving tijdens de Tweede Wereldoorlog in België. *Onderzoeksscriptie*. Gent: Universiteit Gent.
2. Bauwens, D. (2009). Schorsing van het recht op werkloosheidssuitkeringen. *Belgisch Tijdschrift voor Sociale Zekerheid*.
3. Caestecker, F. (2016). Vluchtelingen uit Hongarije in 1956. Het Belgische verhaal. *Brood en rozen*, pp. 21-37.
4. Caestecker, F., & Morelli, A. (2010). Het bewogen ontstaan van een vluchtelingenbeleid in België (1918-1940). *BTNG*, pp. 383-413.
5. Centrale Dienst voor de Statistiek. (1938). *Statistiek van de vreemdelingen van 30 juni 1938*.
6. Dhoore, A. (1982-1983). De sociale zekerheidspositie van migrerende en vreemde werknemers in België. *Jura Falconis*, pp. 465-482.
7. Eggerickx, Kesteloot, Poulain, Peleman, Roesems, & Vandenbroecke. (1999). *Algemene Volks- en Woningtelling op 1 maart 1991. Monografie 3. De allochtone bevolking in België*. Brussel: Nationaal Instituut voor de Statistiek.
8. Eggerickx, T., Kesteloot, C., Poulain, M., Peleman, K., Roesems, T., & Vandenbroecke, H. (1999). De allochtone bevolking in België. In *Algemene Volks- en Woningtelling op 1 maart 1991* (p. 257). Brussel: Nationaal Instituut voor de Statistiek.
9. FOD WASO, & UNIA. (2022). *Socio-economische Monitoring. Arbeidsmarkt en origine 2022*. Brussel: FOD WASO en UNIA.
10. Giet, L. (1960). Overzicht van de toestand der naar België migrerende Italiaanse arbeiders. *Belgische Tijdschrift voor Sociale Zekerheid*, pp. 1227-1239.
11. Justaert, M. (1988). Recht op wachttijdvergoeding voor Marokkaanse en Tunesische schoolverlaters: Eerste konkrete maatregel voor een integratiebeleid? (E. Vervliet, & M. Aerts (interviewer), Red.) *Bareel: Tijdschrift over de Migrantenproblematiek* 44, pp. 16-17.
12. Ladlani, Y. (2014). *Hoe werkloze vreemdelingen opgenomen werden in de Belgische verzorgingsgemeenschap, 1920-1955*. Universiteit Gent: Masterscriptie.

13. Nuyts, N. (2023). *Spotlight - De langetermijnevolutie van de werkloosheidsduur voor de periode 1945-2022*. (M. Segaert, Red.) Brussel: Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening (RVA). Opgehaald van https://www.rva.be/file/cc73d96153bbd5448a56f19d925d05b1379c7f21/9bc768ea3feddc1deb2dafdea7e8a92ec29f0abc/25-05-2023_spotlight_werkloosheidsduur_nl.pdf
14. RVA. (1960). *25 jaar RVA*. Brussel: Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.
15. RVA. (2014). *Impact van de activeringsmaatregelen op de tewerkstelling van werknemers met een buitenlandse nationaliteit*. Brussel: Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.
16. RVA. (2014). *Volledige en tijdelijke werkloosheid volgens nationaliteit*. Brussel: Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.
17. RVA. (2018). *Evolutie en verdeling van de volledige en de tijdelijke werkloosheid volgens nationaliteitsgroep*. Brussel: Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.
18. RVA. (2018). *Impact van gesubsidieerde tewerkstelling op de tewerkstelling van werknemers met een buitenlandse nationaliteit*. Brussel: Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.
19. RVAW. (1959). *De vergoede volledig werkloze van vreemde nationaliteit*. Brussel: Rijksdienst voor Arbeidsbemiddeling en Werkloosheid.
20. Segaert, M., & Nuyts, N. (2021). *Langetermijnevolutie van de RVA-uitkeringen: 100 jaar data - 1921-2020*. (M. Segaert, Red.) Brussel: Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening (RVA). Opgehaald van https://www.rva.be/file/cc73d96153bbd5448a56f19d925d05b1379c7f21/3ee8f63da2f4b273c7835fcb8a045320399667fe/20211013_historischereeks-bis_nl.pdf
21. Statbel. (2025). *Herkomst naar leeftijd en geslacht per gemeente* [dataset]. Opgehaald van <https://statbel.fgov.be/nl/themas/bevolking/structuur-van-de-bevolking/herkomst#figures>
22. VZW Bareel. (1983). Statistiekje: Vreemde werklozen in de programma's ter bestrijding van de werkloosheid. (M. Vervliet, Red.) *Bareel: Tijdschrift voor wie ten dienste staat van buitenlanders* 21-22, pp. 44-45.
23. VZW Bareel. (1986). Dossier Jaaroverzicht Migratie: Cijfers en Beleid. (M. Vervliet, Red.) *Bareel 34*, pp. 3-27.
24. VZW V.O.CO.M. (1988). De arbeidsmarkt in cijfers. (E. Vervliet, Red.) *Bareel: Tijdschrift over de Migrantenproblematiek* 43, pp. 7-9.

8

ANNEXES

Les annexes qui suivent fournissent les séries de chiffres présentées dans ce spotlight. Les chiffres du chômage par nationalité sont également ventilés par régime, par sexe, par âge, par Région et par durée du chômage. Des chiffres détaillés concernant le pays d'origine sont également présentés.

Annexe 1

Répartition des chiffres du chômage par nationalité et par régime

	CCI-DE		CCI-NDE		Dispenses particulières		AGR		Mesures pour l'emploi et la formation	
	belges	non belges	belges	non belges	belges	non-belges	belges	non belges	belges	non belges
1953	218.579	4.846								
1954	199.671	4.356								
1955	143.140	3.043								
1956	111.848	2.438								
1957	96.014	2.465								
1958	133.319	4.662								
1959	145.681	6.639								
1960	110.169	5.798								
1961	81.864	3.605							545	12
1962	67.459	3.488							572	12
1963	55.546	3.385							300	6
1964	47.496	3.340							334	7
1965	51.742	5.858							206	4
1966	54.207	6.852							169	4
1967	73.780	11.667							230	5
1968	88.702	14.321							316	7
1969	73.029	10.586							654	14
1970	56.431	8.504							377	8
1971	54.397	8.441							243	5
1972	66.882	11.784					1.703	112	689	15
1973	70.571	12.237					1.947	112	778	16
1974	77.308	13.062			2.923	561	2.397	141	846	22
1975	137.970	24.873	4.235	167	3.766	821	3.181	162	808	30
1976	183.751	32.500	13.009	511	3.797	772	4.279	235	842	34
1977	210.655	37.259	24.237	953	3.934	774	5.488	317	907	35
1978	224.237	41.851	42.212	2.408	4.189	794	7.549	443	986	40
1979	252.458	43.407	59.550	3.587	4.635	991	9.558	576	1.048	40
1980	277.150	46.129	71.373	4.403	5.104	1.093	11.657	805	1.090	42
1981	337.997	55.327	85.731	5.202	5.459	1.023	15.061	1.028	1.082	43
1982	396.172	62.389	102.892	6.090	5.720	1.010	22.152	1.461	1.129	49
1983	438.785	67.662	117.026	6.775	5.785	917	38.472	2.407	1.208	63
1984	447.198	68.473	120.431	7.106	6.243	898	61.211	4.180	1.275	71
1985	413.591	66.284	148.256	11.066	6.563	767	91.083	6.813	1.367	90
1986	383.482	62.640	174.379	15.221	8.018	980	118.600	9.704	1.499	99
1987	376.155	62.145	183.572	16.668	9.650	1.106	139.977	11.864	1.645	103
1988	341.338	59.847	194.553	17.733	12.451	1.581	160.090	14.152	1.802	116
1989	310.435	56.576	212.750	19.095	13.821	1.849	180.928	16.523	1.819	110
1990	295.582	55.304	229.177	20.570	13.838	1.904	186.206	17.862	1.710	104
1991	312.879	58.945	236.540	21.892	14.834	2.253	179.952	15.778	1.612	97
1992	387.376	71.734	224.023	20.070	14.699	2.144	145.286	12.973	1.251	73
1993	429.077	79.010	206.826	18.457	17.303	2.434	110.114	10.010	891	51
1994	460.008	84.062	197.774	17.701	21.930	2.922	78.188	7.235	934	52
1995	446.042	80.871	199.108	18.035	21.451	2.665	54.611	5.142	878	47
1996	429.230	76.952	224.630	21.593	22.495	2.563	25.664	2.458	907	48
1997	413.905	73.382	237.055	23.889	26.613	2.673	26.263	2.559	795	41
1998	374.234	65.524	235.548	24.695	30.371	2.780	28.450	2.818	3.189	315
1999	347.684	61.483	243.333	25.903	34.065	2.774	31.716	3.135	9.990	1.191
2000	318.305	56.831	247.938	26.772	32.361	2.603	32.826	3.277	15.139	1.641
2001	315.031	53.305	251.537	26.582	33.549	2.575	34.760	3.311	16.536	1.649
2002	348.944	54.950	252.637	25.775	36.412	2.758	36.740	3.294	19.883	1.904
2003	393.359	57.799	248.216	24.239	39.472	2.857	38.650	3.487	28.307	2.870
2004	416.764	58.836	240.574	22.901	38.550	2.884	40.403	3.693	35.455	3.858
2005	431.513	59.447	230.244	21.222	30.448	2.735	43.997	3.927	42.330	4.541
2006	422.130	58.560	225.833	20.139	32.435	3.077	43.859	4.093	48.676	5.269
2007	393.249	55.733	222.403	19.278	33.222	3.433	43.371	4.145	55.845	6.149
2008	369.830	53.527	216.593	18.640	32.104	3.491	43.626	4.375	61.353	6.654
2009	396.673	58.290	212.161	18.000	32.780	3.596	46.026	4.746	59.011	6.330
2010	401.605	59.104	208.261	17.222	34.669	3.739	47.689	4.917	74.061	7.772
2011	384.779	60.633	199.227	16.585	33.741	3.801	47.310	5.204	102.759	11.210
2012	379.146	62.260	188.670	15.715	34.078	4.045	46.375	5.340	89.283	9.887
2013	391.630	66.155	178.294	14.981	35.852	4.413	46.036	5.729	65.660	7.893
2014	391.425	67.217	161.122	13.598	37.852	4.612	45.199	5.925	65.571	8.145
2015	352.713	64.719	141.308	12.162	36.649	4.545	39.261	5.454	66.053	8.502
2016	332.183	63.030	126.480	10.688	33.416	4.498	35.219	5.014	63.693	8.707
2017	313.229	60.472	104.897	8.693	32.897	4.728	33.063	4.781	58.105	7.952
2018	291.272	56.948	83.583	6.673	32.718	5.517	31.150	4.605	54.388	7.742
2019	274.964	54.396	57.216	4.463	32.267	6.345	29.010	4.566	50.412	7.495
2020	281.802	57.464	36.219	2.662	29.162	6.014	27.361	4.427	40.010	6.134
2021	265.149	56.353	23.271	1.726	27.876	5.784	26.651	4.424	37.280	5.564
2022	240.551	51.143	15.366	1.283	25.319	5.029	25.194	4.238	34.989	5.547
2023	233.759	51.027	10.000	1.014	23.977	4.687	21.897	3.635	28.193	4.687

Annexe 2

Répartition des chiffres du chômage par nationalité et par régime

	Pays-Bas	France	Italie	Espagne	Pologne	Grèce	Turquie	Maroc	Allemagne	Bulgarie	Congo	Portugal	Roumanie	Autres nationalités	
1972	3,3%	5,7%	55,2%	8,2%	3,3%	4,0%	1,9%	6,3%	1,9%		0,1%	0,4%		9,7%	
1973	3,4%	5,5%	56,3%	8,0%	3,3%	4,5%	2,0%	5,1%	2,0%		0,1%	0,5%		9,2%	
1974	3,4%	6,0%	57,3%	8,2%	3,2%	4,3%	2,0%	4,5%	2,0%		0,1%	0,5%		8,6%	
1975	3,5%	7,1%	50,1%	8,4%	1,7%	4,3%	4,0%	10,5%	1,6%		0,1%	0,6%		8,0%	
1976	3,2%	7,9%	48,2%	9,1%	1,4%	4,4%	4,4%	11,0%	1,6%		0,1%	0,7%		8,0%	
1977	3,2%	8,1%	47,2%	9,1%	1,3%	4,3%	5,3%	11,0%	1,6%		0,2%	0,8%		7,7%	
1978	2,9%	8,3%	46,6%	9,0%	1,2%	4,1%	5,9%	11,9%	1,5%		0,2%	0,9%		7,6%	
1979	3,1%	8,6%	46,9%	9,1%	1,2%	3,8%	5,8%	11,1%	1,5%		0,2%	0,9%		7,9%	
1980	3,2%	8,7%	46,7%	9,0%	1,1%	3,7%	6,3%	10,9%	1,5%		0,2%	0,9%		7,8%	
1981	3,5%	9,0%	45,2%	9,0%	1,0%	3,4%	7,0%	11,5%	1,4%		0,2%	1,0%		7,7%	
1982	3,6%	9,0%	43,3%	8,9%	1,0%	3,3%	7,7%	12,5%	1,5%		0,2%	1,1%		8,0%	
1983	3,7%	8,9%	41,7%	7,9%	0,8%	3,3%	8,3%	12,9%	1,5%		0,2%	1,2%		9,6%	
1984	3,7%	9,0%	41,4%	7,1%	0,7%	3,1%	8,9%	12,7%	1,5%		0,2%	1,2%		10,4%	
1985	3,5%	9,1%	40,8%	6,8%	0,6%	3,2%	9,4%	12,9%	1,4%		0,2%	1,2%		10,9%	
1986	3,4%	9,3%	40,3%	7,4%	0,6%	3,2%	9,9%	13,1%	1,4%		0,2%	1,2%		10,1%	
1987	3,4%	9,3%	40,3%	8,7%	0,7%	3,1%	10,5%	13,9%	1,5%		0,2%	1,2%		7,3%	
1988	3,3%	9,1%	39,4%	8,6%	0,6%	3,1%	11,0%	14,4%	1,5%		0,2%	1,3%		7,4%	
1989	3,3%	9,3%	38,8%	8,5%	0,6%	3,1%	11,3%	14,6%	1,5%		0,2%	1,3%		7,5%	
1990	3,2%	9,4%	38,2%	8,3%	0,5%	3,1%	11,6%	15,2%	1,4%		0,2%	1,3%		7,7%	
1991	3,2%	9,5%	37,6%	7,7%	0,5%	2,9%	11,8%	16,0%	1,5%		0,3%	1,2%		7,8%	
1992	3,3%	9,7%	37,0%	7,5%	0,5%	2,8%	11,9%	16,5%	1,5%		0,3%	1,3%		7,8%	
1993	3,3%	9,9%	36,3%	7,2%	0,5%	2,7%	12,0%	17,1%	1,5%		0,3%	1,4%		7,8%	
1994	3,3%	10,0%	35,7%	6,9%	0,4%	2,6%	12,0%	17,7%	1,5%		0,3%	1,5%		7,8%	
1995	3,3%	10,2%	35,1%	6,7%	0,4%	2,5%	12,1%	18,3%	1,5%		0,4%	1,6%		7,8%	
1996	3,4%	10,4%	34,5%	6,4%	0,4%	2,4%	12,2%	18,9%	1,5%		0,4%	1,7%		7,7%	
1997	3,4%	10,6%	33,9%	6,2%	0,4%	2,3%	12,3%	19,5%	1,6%		0,4%	1,8%		7,7%	
1998	3,4%	10,9%	32,6%	5,6%	0,4%	2,1%	12,5%	20,6%	1,6%		0,0%	0,5%	2,0%	0,0%	7,7%
1999	3,4%	11,2%	34,1%	5,7%	0,4%	2,1%	11,7%	19,7%	1,6%		0,0%	0,4%	2,0%	0,0%	7,5%
2000	3,5%	11,5%	34,6%	5,7%	0,5%	2,1%	11,2%	19,1%	1,6%		0,0%	0,5%	2,1%	0,0%	7,6%
2001	3,8%	12,1%	35,2%	5,8%	0,4%	2,1%	10,2%	18,1%	1,7%		0,0%	0,5%	2,3%	0,0%	7,8%
2002	4,0%	12,6%	35,7%	5,8%	0,4%	2,2%	9,4%	16,7%	1,8%		0,0%	0,5%	2,5%	0,0%	8,5%
2003	4,4%	13,1%	35,8%	5,9%	0,5%	2,1%	8,7%	15,2%	1,9%		0,0%	0,5%	2,6%	0,0%	9,3%
2004	4,7%	13,4%	35,8%	5,9%	0,6%	2,1%	7,9%	13,9%	2,0%		0,0%	0,7%	2,7%	0,0%	10,4%
2005	5,0%	13,8%	35,4%	5,9%	0,7%	2,0%	7,1%	13,2%	2,1%		0,0%	0,8%	2,8%	0,0%	11,2%
2006	5,3%	14,0%	34,5%	5,9%	0,7%	2,0%	6,6%	12,8%	2,1%		0,0%	0,9%	2,9%	0,0%	12,3%
2007	5,3%	14,0%	33,7%	5,8%	0,8%	2,0%	6,3%	12,4%	2,0%		0,0%	1,0%	2,8%	0,0%	13,9%
2008	5,5%	14,1%	32,9%	5,8%	0,8%	1,9%	6,1%	12,1%	2,0%		0,0%	1,2%	2,8%	0,0%	14,8%
2009	6,1%	13,9%	31,1%	5,7%	0,9%	1,8%	5,8%	11,8%	2,0%		0,0%	1,4%	2,9%	0,0%	16,5%
2010	6,8%	14,0%	30,0%	6,0%	1,1%	1,7%	5,2%	10,6%	2,1%		0,3%	1,6%	3,0%	0,5%	17,1%
2011	6,9%	13,4%	28,1%	5,9%	1,4%	1,6%	5,1%	10,9%	2,0%		0,4%	1,8%	3,0%	0,6%	18,9%
2012	7,2%	13,1%	26,5%	6,0%	1,7%	1,6%	5,1%	10,9%	2,0%		0,5%	2,4%	3,1%	0,8%	19,3%
2013	7,7%	12,6%	24,6%	6,0%	2,1%	1,5%	4,8%	10,3%	1,9%		0,7%	2,5%	3,2%	0,9%	21,3%
2014	8,2%	12,3%	23,1%	6,1%	2,4%	1,5%	4,5%	9,5%	1,9%		0,9%	2,5%	3,3%	1,2%	22,5%
2015	8,5%	11,9%	21,5%	6,2%	2,8%	1,4%	4,3%	9,2%	1,9%		1,2%	2,7%	3,2%	1,6%	23,6%
2016	8,7%	11,7%	20,0%	6,2%	2,9%	1,3%	4,2%	9,2%	1,8%		1,4%	2,9%	3,1%	1,9%	24,6%
2017	8,6%	11,8%	18,7%	6,2%	3,0%	1,3%	4,1%	9,4%	1,7%		1,6%	3,1%	3,2%	2,3%	25,2%
2018	8,3%	11,8%	17,5%	6,1%	3,0%	1,2%	3,8%	9,4%	1,6%		1,8%	3,3%	3,0%	2,7%	26,3%
2019	8,0%	11,9%	15,8%	5,9%	3,0%	1,2%	3,7%	9,4%	1,6%		2,0%	3,5%	3,0%	3,2%	27,9%
2020	8,0%	11,9%	14,1%	5,7%	3,1%	1,1%	3,4%	9,2%	1,5%		2,1%	3,5%	3,0%	3,6%	29,6%
2021	7,7%	12,1%	13,2%	5,6%	3,0%	1,1%	3,3%	9,2%	1,5%		2,3%	3,7%	2,9%	3,7%	30,9%
2022	7,2%	12,6%	12,6%	5,6%	3,0%	1,0%	3,4%	9,3%	1,5%		2,5%	3,7%	2,9%	4,0%	30,8%
2023	6,9%	13,0%	11,6%	5,6%	3,0%	1,0%	3,3%	9,2%	1,4%		2,7%	3,7%	2,9%	4,3%	31,4%

Annexe 3

Répartition des chiffres du chômage par nationalité, par régime et par sexe (hommes)

	CCI-DE		CCI-NDE		Dispenses particulières		AGR		Mesures pour l'emploi et la formation	
	belges	non belges	belges	non belges	belges	non belges	belges	non belges	belges	non belges
1972	39.932	7.590					353	18	533	12
1973	36.806	6.909					407	10	583	13
1974	36.094	6.615			1.759	447	407	21	632	19
1975	63.759	14.292	3.557	138	2.431	630	537	27	596	21
1976	74.439	17.488	10.925	424	2.442	598	666	34	614	28
1977	77.824	19.538	20.355	790	2.463	604	852	50	668	27
1978	79.779	22.583	33.378	1.948	2.535	642	1.098	85	722	29
1979	88.103	22.058	43.770	2.787	2.709	730	1.225	105	734	29
1980	98.010	22.858	52.164	3.386	2.877	757	1.370	123	755	32
1981	136.853	30.298	64.190	4.001	3.286	759	1.918	165	752	32
1982	171.062	35.951	78.790	4.747	3.588	780	3.193	274	790	33
1983	195.365	40.152	91.924	5.411	3.724	695	6.634	575	859	42
1984	195.818	40.884	96.753	5.823	4.142	710	11.419	1.191	928	49
1985	170.650	38.806	116.880	8.977	4.154	601	17.802	2.330	1.002	62
1986	148.894	35.576	134.950	12.300	4.573	727	23.748	3.631	1.085	74
1987	144.570	35.570	140.513	13.451	5.347	818	27.112	4.520	1.185	76
1988	127.162	33.676	144.324	14.050	6.485	1.173	29.111	5.336	1.303	85
1989	113.605	30.517	150.100	14.503	6.890	1.339	30.881	6.129	1.314	81
1990	108.875	29.155	154.061	14.655	6.698	1.331	28.632	6.324	1.234	79
1991	119.992	31.556	156.045	14.941	7.071	1.516	24.921	4.829	1.161	74
1992	150.204	38.467	148.616	13.985	6.704	1.384	21.636	4.327	898	57
1993	168.191	42.439	137.972	13.125	7.537	1.506	17.547	3.614	638	40
1994	182.265	45.227	132.665	12.841	9.103	1.730	13.275	2.811	666	41
1995	178.621	43.582	134.296	13.341	8.464	1.506	9.842	2.140	624	38
1996	173.707	41.539	152.341	16.282	8.414	1.379	4.893	1.091	643	38
1997	169.260	39.677	161.644	18.355	9.408	1.367	5.281	1.206	562	33
1998	154.622	35.487	161.487	19.328	10.114	1.347	6.018	1.405	1.591	191
1999	144.773	32.957	162.640	20.036	10.714	1.264	7.059	1.564	4.702	738
2000	132.178	29.873	160.645	20.451	10.139	1.219	7.140	1.560	6.784	956
2001	133.732	27.996	158.572	19.897	10.224	1.178	7.476	1.484	7.310	912
2002	155.276	29.785	157.628	19.156	11.806	1.301	7.701	1.381	8.664	1.039
2003	178.741	31.963	154.141	18.011	13.406	1.370	8.214	1.454	12.686	1.548
2004	189.668	32.774	148.872	17.005	14.561	1.432	8.515	1.527	15.743	2.115
2005	196.426	33.537	142.344	15.687	14.780	1.520	8.896	1.597	17.456	2.468
2006	194.992	33.430	137.255	14.580	15.466	1.645	8.616	1.588	19.914	2.840
2007	184.286	32.100	133.740	13.752	15.393	1.768	8.325	1.548	23.078	3.269
2008	176.131	31.107	130.670	13.250	14.910	1.832	8.207	1.526	26.010	3.416
2009	199.955	35.201	126.387	12.779	15.727	1.955	8.748	1.638	24.749	3.096
2010	204.440	35.892	122.684	12.212	16.767	2.109	9.353	1.673	34.584	4.139
2011	194.172	36.624	116.735	11.675	15.859	2.085	9.230	1.796	52.849	6.549
2012	193.761	37.809	109.806	11.000	15.675	2.258	9.096	1.833	45.340	5.679
2013	205.198	40.684	103.210	10.344	16.790	2.541	9.180	1.977	31.552	4.436
2014	207.354	41.630	93.623	9.374	17.993	2.675	9.115	2.121	32.150	4.659
2015	189.923	40.190	84.964	8.714	17.412	2.584	8.279	2.033	33.135	4.952
2016	179.320	38.882	76.499	7.671	16.004	2.576	7.469	1.897	32.852	5.207
2017	168.752	36.988	63.920	6.245	15.865	2.621	7.105	1.804	30.721	4.828
2018	156.880	34.542	51.277	4.761	15.962	3.154	6.824	1.704	29.709	4.654
2019	149.806	33.029	34.695	3.058	15.928	3.736	6.446	1.702	27.585	4.254
2020	154.274	34.978	22.214	1.747	14.184	3.528	6.155	1.635	21.955	3.423
2021	145.253	33.810	14.682	1.046	13.606	3.257	6.046	1.627	20.741	3.096
2022	132.184	30.431	9.807	675	12.411	2.698	5.845	1.543	19.539	3.089
2023	129.860	30.406	6.321	453	11.651	2.430	5.355	1.362	15.619	2.559

Annexe 4

Répartition des chiffres du chômage par nationalité, par régime et par sexe (femmes)

	CCI-DE		CCI-NDE		Dispenses particulières		AGR		Mesures pour l'emploi et la formation	
	belges	non belges	belges	non belges	belges	non-belges	belges	non belges	belges	non belges
1972	26.950	4.194					1.350	94	156	3
1973	33.765	5.328					1.540	102	195	3
1974	41.214	6.447			1.164	114	1.990	120	214	3
1975	74.211	10.581	678	28	1.335	191	2.644	135	212	9
1976	109.312	15.012	2.083	87	1.355	174	3.613	201	228	6
1977	132.831	17.721	3.882	163	1.471	170	4.636	267	239	8
1978	144.458	19.268	8.834	459	1.654	152	6.451	358	264	11
1979	164.355	21.349	15.780	799	1.925	261	8.333	471	314	11
1980	179.140	23.271	19.209	1.017	2.227	336	10.288	682	335	10
1981	201.145	25.029	21.542	1.200	2.173	263	13.142	863	330	11
1982	225.110	26.438	24.102	1.342	2.132	230	18.958	1.187	339	15
1983	243.420	27.510	25.101	1.364	2.061	222	31.838	1.832	349	21
1984	251.380	27.589	23.678	1.282	2.101	188	49.792	2.989	347	22
1985	242.941	27.478	31.376	2.089	2.409	166	73.281	4.483	365	27
1986	234.588	27.063	39.428	2.921	3.445	254	94.852	6.074	414	25
1987	231.585	26.575	43.058	3.216	4.303	288	112.866	7.344	460	27
1988	214.176	26.171	50.229	3.683	5.966	408	130.980	8.817	499	31
1989	196.830	26.059	62.650	4.592	6.931	509	150.047	10.394	505	29
1990	186.707	26.149	75.116	5.915	7.141	572	157.574	11.537	476	25
1991	192.887	27.388	80.495	6.951	7.763	738	155.031	10.949	451	23
1992	237.172	33.267	75.407	6.085	7.994	760	123.650	8.645	353	17
1993	260.886	36.571	68.854	5.332	9.766	928	92.567	6.396	253	11
1994	277.743	38.835	65.109	4.860	12.827	1.192	64.912	4.423	268	11
1995	267.420	37.289	64.812	4.694	12.987	1.159	44.769	3.002	254	10
1996	255.522	35.413	72.289	5.311	14.081	1.184	20.771	1.368	264	10
1997	244.646	33.705	75.411	5.534	17.205	1.306	20.982	1.353	233	8
1998	219.611	30.038	74.060	5.367	20.257	1.433	22.432	1.413	1.598	124
1999	202.911	28.526	80.693	5.867	23.351	1.511	24.656	1.571	5.288	453
2000	186.127	26.959	87.293	6.321	22.223	1.384	25.686	1.717	8.356	685
2001	181.299	25.308	92.965	6.686	23.324	1.397	27.285	1.827	9.227	737
2002	193.668	25.164	95.009	6.619	24.606	1.457	29.039	1.912	11.219	866
2003	214.618	25.836	94.075	6.227	26.066	1.487	30.436	2.033	15.622	1.323
2004	227.096	26.062	91.703	5.896	23.990	1.452	31.888	2.166	19.712	1.742
2005	235.087	25.910	87.899	5.534	15.668	1.215	35.101	2.330	24.874	2.072
2006	227.138	25.130	88.579	5.559	16.969	1.433	35.243	2.505	28.763	2.428
2007	208.963	23.633	88.663	5.526	17.829	1.665	35.046	2.597	32.242	2.881
2008	193.699	22.420	85.922	5.389	17.195	1.660	35.419	2.849	35.342	3.238
2009	196.719	23.089	85.774	5.221	17.053	1.641	37.278	3.108	34.262	3.234
2010	197.165	23.212	85.577	5.009	17.902	1.630	38.336	3.244	39.477	3.634
2011	190.607	24.009	82.491	4.910	17.882	1.716	38.080	3.408	49.910	4.662
2012	185.385	24.451	78.864	4.714	18.403	1.787	37.279	3.507	43.943	4.207
2013	186.433	25.470	75.084	4.636	19.062	1.872	36.856	3.752	34.108	3.457
2014	184.071	25.587	67.499	4.224	19.859	1.936	36.084	3.804	33.421	3.486
2015	162.790	24.529	56.345	3.447	19.237	1.961	30.982	3.421	32.918	3.549
2016	152.863	24.147	49.981	3.017	17.413	1.922	27.750	3.117	30.841	3.500
2017	144.477	23.484	40.977	2.448	17.031	2.106	25.958	2.977	27.385	3.124
2018	134.392	22.407	32.306	1.912	16.756	2.363	24.326	2.901	24.679	3.088
2019	125.158	21.367	22.521	1.405	16.339	2.610	22.563	2.865	22.827	3.241
2020	127.529	22.487	14.005	915	14.978	2.486	21.206	2.792	18.055	2.710
2021	119.895	22.544	8.589	680	14.271	2.528	20.605	2.796	16.539	2.468
2022	108.367	20.712	5.559	608	12.908	2.331	19.349	2.696	15.450	2.458
2023	103.899	20.620	3.679	562	12.327	2.257	16.543	2.272	12.574	2.128

Annexe 5

Répartition des chiffres du chômage par nationalité, par régime et par âge (moins de 25 ans)

	CCI-DE belges		CCI-NDE belges		Dispenses particulières belges		AGR belges		Mesures pour l'emploi et la formation belges	
	CCI-DE non belges		CCI-NDE non belges		Dispenses particulières non-belges		AGR non belges		Mesures pour l'emploi et la formation non belges	
1972	11.612	1.941					421	31	102	2
1973	12.775	1.945					544	31	136	3
1974	16.381	2.326			1.831	358	762	52	143	4
1975	43.918	7.288	-	-	2.437	541	1.187	57	156	5
1976	60.053	9.840	-	-	2.531	465	1.750	104	192	8
1977	67.301	11.345	-	-	2.514	482	2.305	132	217	10
1978	72.168	12.580	0	-	2.599	444	3.289	205	248	16
1979	85.081	13.195	8	1	2.760	522	3.961	275	257	13
1980	93.276	14.142	16	1	2.864	534	4.576	390	265	11
1981	114.163	16.860	24	1	2.893	473	5.761	464	252	11
1982	132.598	18.318	37	3	2.900	423	8.758	627	245	15
1983	142.750	18.844	9	1	2.828	410	16.312	1.012	274	20
1984	135.813	17.748	10	-	3.077	407	26.307	1.666	317	21
1985	124.158	16.960	31	1	3.266	358	37.544	2.480	349	22
1986	111.946	16.176	252	7	3.878	437	46.265	3.297	370	21
1987	103.088	15.477	600	20	4.153	496	49.786	3.816	404	21
1988	82.986	14.008	1.646	84	4.806	590	51.428	4.285	414	21
1989	68.824	12.417	3.571	291	5.069	647	52.106	4.552	339	16
1990	61.316	11.852	5.288	618	4.949	615	47.564	4.520	238	6
1991	67.453	13.247	5.713	806	5.467	728	42.025	3.985	192	4
1992	81.528	15.182	4.794	649	5.066	646	30.899	2.935	143	3
1993	88.105	15.688	3.856	514	5.551	681	21.122	2.000	98	2
1994	92.099	15.591	3.143	414	6.511	753	13.367	1.255	98	1
1995	87.017	13.941	2.616	341	5.856	629	8.197	756	88	1
1996	81.538	12.258	2.333	311	5.604	549	3.317	297	86	1
1997	76.505	10.729	1.809	237	5.994	514	2.847	241	72	0
1998	67.255	8.722	1.149	135	6.115	474	2.490	192	622	64
1999	62.603	7.864	1.183	148	6.483	443	2.428	183	1.385	151
2000	54.726	6.714	1.271	163	6.042	385	2.200	172	1.516	150
2001	55.766	6.161	1.236	173	6.146	346	2.252	155	1.809	145
2002	65.256	6.134	1.098	133	7.227	353	2.493	167	2.926	180
2003	73.686	5.937	915	87	7.963	340	2.730	157	5.012	269
2004	73.425	5.282	875	72	8.599	349	2.807	161	5.749	329
2005	69.862	4.663	1.312	95	9.417	406	2.959	166	5.743	348
2006	65.957	4.261	1.423	101	8.978	379	2.321	144	6.271	368
2007	59.628	3.866	1.343	103	8.337	371	1.933	110	7.415	433
2008	55.516	3.626	1.295	111	7.968	330	1.896	107	9.413	440
2009	62.398	3.999	1.241	106	8.349	340	2.244	128	8.978	402
2010	61.168	3.795	1.111	90	8.556	333	2.378	132	16.422	838
2011	55.927	3.628	1.006	95	8.019	346	2.254	128	28.744	1.598
2012	53.110	3.522	862	84	7.465	328	2.165	132	20.296	1.105
2013	55.928	3.657	769	68	7.743	366	2.208	149	10.534	554
2014	51.026	3.418	647	69	7.619	403	2.227	155	11.950	622
2015	41.128	3.158	274	38	6.855	365	1.673	146	12.749	736
2016	35.492	3.036	175	27	5.570	337	1.278	119	10.908	772
2017	29.412	2.801	171	28	5.112	340	1.119	117	9.353	608
2018	24.884	2.498	175	29	4.785	436	900	114	10.569	688
2019	22.516	2.285	183	34	4.359	558	766	104	11.593	737
2020	22.963	2.528	216	30	3.788	519	698	93	9.925	652
2021	19.995	2.266	221	27	3.600	430	691	82	10.273	627
2022	16.940	1.923	181	22	3.044	364	601	68	9.929	613
2023	17.345	2.052	159	28	2.835	326	500	66	8.307	526

Annexe 6

Répartition des chiffres du chômage par nationalité, par régime et par âge (25 à 49 ans)

	CCI-DE		CCI-NDE		Dispenses particulières		AGR		Mesures pour l'emploi et la formation	
	belges	non belges	belges	non belges	belges	non belges	belges	non belges	belges	non belges
1972	23.068	6.543					905	66	410	10
1973	25.006	6.676					1.023	65	454	10
1974	27.824	6.808			1.048	199	1.232	74	498	13
1975	53.680	12.958	-	-	1.294	276	1.574	84	464	18
1976	79.942	17.419	-	-	1.230	300	2.073	112	470	21
1977	97.060	20.217	-	-	1.393	290	2.701	162	493	19
1978	112.575	23.663	1	0	1.558	345	3.716	211	538	16
1979	125.212	24.249	18	1	1.833	462	5.020	266	582	19
1980	139.397	25.836	18	2	2.179	549	6.388	377	616	24
1981	172.777	31.632	20	6	2.484	539	8.476	523	628	24
1982	204.724	36.359	56	16	2.738	573	12.345	782	677	29
1983	228.211	39.973	61	13	2.875	495	20.617	1.309	734	36
1984	235.680	40.980	183	13	3.091	485	32.595	2.348	773	44
1985	235.974	42.063	257	13	3.229	403	50.228	4.066	846	62
1986	234.856	41.729	1.204	35	4.080	541	68.143	6.036	968	70
1987	239.520	42.325	2.441	81	5.422	605	85.192	7.593	1.096	74
1988	226.654	41.630	6.959	254	7.548	983	102.889	9.331	1.246	88
1989	208.089	39.876	16.923	854	8.656	1.189	122.262	11.362	1.337	86
1990	198.398	38.751	28.215	1.908	8.793	1.275	131.768	12.655	1.338	88
1991	207.536	40.789	34.141	2.836	9.251	1.510	131.220	11.198	1.286	83
1992	261.518	50.953	28.774	2.304	9.509	1.483	108.163	9.478	1.000	62
1993	294.730	57.569	23.278	1.847	11.598	1.735	83.662	7.523	714	43
1994	321.400	62.791	19.116	1.511	15.210	2.146	60.601	5.589	750	43
1995	316.901	61.890	16.081	1.273	15.379	2.014	43.162	4.080	706	39
1996	310.018	60.301	14.572	1.207	16.652	1.991	20.676	2.002	732	39
1997	303.831	58.848	11.611	983	20.320	2.134	21.560	2.137	643	33
1998	279.122	53.747	7.794	652	23.898	2.278	23.791	2.413	2.437	237
1999	258.931	50.797	8.600	773	27.099	2.294	26.764	2.709	8.196	993
2000	239.058	47.346	8.973	900	25.759	2.166	27.687	2.816	12.702	1.411
2001	235.407	44.568	8.858	926	26.759	2.174	28.823	2.851	13.420	1.410
2002	257.738	46.022	7.885	811	28.420	2.341	30.090	2.807	14.961	1.570
2003	280.829	47.401	6.900	685	29.973	2.410	31.178	2.978	19.871	2.286
2004	289.299	47.196	5.996	626	28.023	2.420	32.224	3.120	25.161	3.134
2005	291.369	46.489	6.254	679	20.088	2.233	34.812	3.290	31.070	3.718
2006	273.393	44.309	8.278	910	22.307	2.595	34.658	3.413	35.240	4.267
2007	244.555	40.728	9.742	1.096	23.420	2.941	33.944	3.451	37.757	4.893
2008	223.400	38.085	9.888	1.210	22.388	3.014	33.450	3.626	38.150	5.182
2009	236.839	41.263	9.516	1.183	22.394	3.062	34.263	3.887	34.088	4.760
2010	237.541	41.295	8.904	1.082	23.864	3.171	34.819	3.973	36.571	5.272
2011	225.197	42.079	8.133	1.131	23.427	3.200	33.812	4.140	46.233	7.210
2012	223.405	43.304	7.676	1.124	24.060	3.406	32.429	4.137	40.376	6.347
2013	230.807	46.093	7.295	1.144	25.394	3.704	31.351	4.374	29.242	5.136
2014	227.811	46.024	6.846	1.154	27.080	3.775	29.901	4.479	29.175	5.331
2015	198.312	43.499	2.670	707	26.373	3.715	25.245	4.034	30.143	5.537
2016	186.901	42.180	1.486	513	24.011	3.629	22.119	3.636	29.595	5.573
2017	175.448	40.020	1.617	550	23.308	3.727	20.398	3.387	26.059	4.947
2018	161.015	37.313	1.694	582	22.979	4.274	18.810	3.201	23.652	4.801
2019	149.687	35.212	1.736	622	22.415	4.881	17.262	3.130	22.953	4.802
2020	154.830	37.287	1.580	575	20.437	4.692	15.954	2.986	18.370	4.001
2021	143.968	36.259	1.530	564	20.078	4.621	15.296	2.966	17.620	3.710
2022	132.026	32.587	1.480	520	18.599	3.961	14.306	2.834	17.026	3.677
2023	132.276	32.989	1.546	506	17.609	3.679	12.205	2.357	14.110	3.131

Annexe 7

Répartition des chiffres du chômage par nationalité, par régime et par âge (50 ans et plus)

	CCI-DE belges		CCI-NDE belges		Dispenses particulières belges		AGR belges		Mesures pour l'emploi et la formation belges	
	CCI-DE non belges		CCI-NDE non belges		Dispenses particulières non-belges		AGR non belges		Mesures pour l'emploi et la formation non belges	
1972	32.202	3.300					377	15	177	3
1973	32.790	3.616					380	16	188	3
1974	33.103	3.928			44	4	403	15	205	5
1975	40.372	4.627	4.235	167	35	4	420	21	188	7
1976	43.756	5.241	13.009	511	36	7	456	19	180	5
1977	46.294	5.697	24.237	953	27	2	482	23	197	6
1978	39.494	5.608	42.211	2.408	32	5	544	27	200	8
1979	42.165	5.964	59.523	3.585	41	7	577	34	208	8
1980	44.477	6.151	71.339	4.400	61	11	693	37	209	8
1981	51.057	6.835	85.687	5.195	83	10	825	40	203	8
1982	58.850	7.712	102.800	6.071	82	15	1.048	53	208	6
1983	67.824	8.846	116.956	6.762	82	12	1.542	86	201	7
1984	75.705	9.744	120.238	7.093	75	6	2.309	166	185	6
1985	53.459	7.261	147.969	11.053	68	6	3.311	268	172	5
1986	36.681	4.735	172.923	15.179	60	3	4.192	371	161	8
1987	33.547	4.342	180.531	16.566	75	5	5.000	455	145	8
1988	31.697	4.209	185.949	17.396	96	8	5.773	536	142	8
1989	33.523	4.282	192.256	17.949	96	12	6.560	610	142	9
1990	35.868	4.701	195.673	18.044	97	14	6.874	686	135	11
1991	37.891	4.909	196.686	18.250	116	14	6.708	594	133	10
1992	44.330	5.599	190.455	17.117	123	15	6.224	560	107	9
1993	46.242	5.753	179.691	16.096	155	18	5.330	486	79	6
1994	46.509	5.680	175.515	15.777	209	23	4.220	391	86	7
1995	42.123	5.041	180.411	16.421	216	22	3.251	306	83	7
1996	37.674	4.394	207.725	20.075	240	23	1.671	160	89	8
1997	33.569	3.805	223.635	22.668	299	25	1.856	180	80	7
1998	27.857	3.055	226.605	23.908	359	27	2.169	214	130	14
1999	26.150	2.822	233.551	24.982	483	37	2.523	243	409	47
2000	24.521	2.772	237.693	25.710	561	51	2.939	289	921	80
2001	23.858	2.576	241.443	25.483	644	56	3.685	305	1.307	94
2002	25.950	2.794	243.654	24.830	764	65	4.156	320	1.996	153
2003	38.844	4.461	240.401	23.466	1.536	107	4.743	352	3.425	316
2004	54.040	6.358	233.704	22.203	1.927	114	5.372	412	4.546	395
2005	70.282	8.294	222.677	20.448	943	96	6.226	471	5.517	474
2006	82.779	9.990	216.133	19.128	1.150	104	6.881	537	7.166	633
2007	89.066	11.139	211.317	18.079	1.464	121	7.494	584	10.149	823
2008	90.914	11.817	205.409	17.319	1.748	148	8.280	643	13.790	1.032
2009	97.436	13.028	201.404	16.712	2.038	194	9.519	731	15.946	1.168
2010	102.896	14.014	198.246	16.050	2.249	235	10.492	811	21.068	1.663
2011	103.655	14.925	190.088	15.359	2.294	254	11.244	937	27.782	2.402
2012	102.631	15.434	180.132	14.506	2.552	310	11.782	1.071	28.611	2.435
2013	104.895	16.404	170.230	13.769	2.715	343	12.477	1.206	25.884	2.204
2014	112.588	17.775	153.629	12.375	3.153	434	13.070	1.292	24.445	2.192
2015	113.273	18.062	138.365	11.416	3.420	465	12.343	1.274	23.161	2.228
2016	109.790	17.814	124.819	10.148	3.836	531	11.822	1.259	23.190	2.362
2017	108.368	17.652	103.109	8.115	4.476	660	11.546	1.277	22.693	2.397
2018	105.373	17.137	81.714	6.062	4.954	807	11.440	1.289	20.167	2.253
2019	102.761	16.899	55.297	3.807	5.493	906	10.981	1.332	15.867	1.956
2020	104.009	17.650	34.423	2.057	4.937	803	10.709	1.348	11.715	1.480
2021	101.186	17.829	21.520	1.135	4.199	733	10.664	1.376	9.387	1.226
2022	91.585	16.634	13.705	742	3.676	704	10.287	1.336	8.034	1.257
2023	84.138	15.986	8.295	480	3.534	683	9.192	1.211	5.776	1.031

Annexe 8

Répartition des chiffres du chômage par nationalité, par régime et par Région (Région flamande)

	CCI-DE		CCI-NDE		Dispenses particulières		AGR		Mesures pour l'emploi et la formation	
	belges	non belges	belges	non belges	belges	non belges	belges	non belges	belges	non belges
1972	33.336	1.824					766	4	395	3
1973	34.519	1.748					880	4	467	3
1974	36.998	1.761			1.423	84	1.107	8	518	5
1975	74.869	4.171	2.495	22	1.949	105	1.616	15	465	5
1976	98.294	5.105	7.663	66	2.003	99	2.135	26	495	4
1977	115.751	6.184	14.278	123	2.071	95	2.812	29	519	4
1978	123.713	6.974	23.054	215	2.324	90	4.006	56	561	7
1979	150.143	7.547	33.465	388	2.526	131	5.454	76	666	8
1980	169.923	8.122	40.725	506	2.670	123	6.803	101	719	9
1981	208.830	10.069	49.561	582	2.960	134	9.037	132	721	10
1982	247.201	12.080	60.736	713	3.151	129	13.342	204	757	10
1983	272.314	13.683	69.361	769	3.192	106	24.009	400	805	10
1984	272.308	14.053	70.907	748	3.585	138	38.943	744	837	10
1985	239.455	13.360	89.709	1.440	4.127	174	58.984	1.244	889	11
1986	213.632	12.829	107.664	2.225	4.853	213	76.308	1.708	964	16
1987	207.124	13.600	114.509	2.556	5.888	266	88.376	2.028	1.078	19
1988	181.822	13.470	124.070	2.884	7.882	612	100.909	2.366	1.165	18
1989	155.388	12.001	139.358	3.453	8.684	755	113.392	2.706	1.121	17
1990	142.557	11.421	152.750	4.089	8.266	742	116.412	2.908	1.012	16
1991	149.068	12.413	159.085	4.653	8.655	923	111.860	2.876	886	13
1992	183.319	15.422	150.655	4.304	8.509	838	89.301	2.461	710	11
1993	201.678	17.334	139.079	3.993	9.938	905	66.917	1.974	521	8
1994	214.741	18.813	132.981	3.863	12.496	1.032	46.971	1.481	563	9
1995	206.791	18.455	133.867	3.971	12.125	891	32.428	1.091	545	8
1996	197.621	17.899	151.014	4.795	12.613	809	15.061	540	579	9
1997	189.238	17.392	159.354	5.351	14.801	793	15.230	581	522	8
1998	169.900	15.818	158.328	5.579	16.752	772	16.300	661	1.973	131
1999	150.911	14.687	163.187	6.082	19.467	835	18.123	742	5.421	407
2000	130.349	12.943	165.270	6.494	18.643	800	18.591	795	8.306	559
2001	123.984	11.758	166.579	6.448	19.263	797	19.512	828	8.666	566
2002	140.327	12.691	165.775	6.125	20.631	863	20.703	852	9.849	570
2003	162.308	13.895	163.114	5.715	22.960	993	21.798	903	13.365	782
2004	171.326	14.396	158.190	5.384	21.965	1.071	22.713	964	16.192	1.083
2005	176.419	14.449	151.346	5.005	15.425	1.092	24.852	1.050	19.359	1.282
2006	167.583	14.112	148.115	4.794	15.572	1.150	24.622	1.111	22.500	1.547
2007	147.269	13.170	145.890	4.682	14.519	1.161	23.699	1.120	25.355	1.816
2008	134.527	12.985	141.139	4.590	12.995	1.161	23.065	1.217	27.509	1.936
2009	153.793	16.062	137.999	4.453	13.697	1.281	23.977	1.386	26.070	1.891
2010	156.285	16.757	135.600	4.299	15.126	1.400	24.535	1.445	33.246	2.565
2011	146.214	17.383	130.332	4.273	15.107	1.406	24.088	1.562	45.571	3.867
2012	143.841	18.654	124.275	4.140	15.209	1.500	23.241	1.627	41.108	3.529
2013	152.110	21.476	117.952	4.007	15.917	1.694	22.954	1.859	32.730	3.115
2014	156.370	23.120	107.181	3.691	16.872	1.769	22.688	2.073	32.256	3.342
2015	148.065	23.635	94.646	3.212	16.593	1.736	19.431	1.991	31.562	3.580
2016	139.190	23.618	85.696	2.881	15.710	1.862	17.045	1.807	30.226	3.666
2017	131.929	22.965	72.678	2.413	14.512	1.804	15.477	1.681	24.713	2.918
2018	120.690	21.256	59.375	1.936	14.422	2.555	14.107	1.656	18.593	2.159
2019	111.771	19.947	41.199	1.371	14.989	3.491	12.852	1.677	12.054	1.329
2020	114.681	21.611	26.601	858	14.545	3.581	12.127	1.684	9.375	1.117
2021	103.050	20.411	17.393	589	14.255	3.529	11.700	1.738	7.862	1.115
2022	88.785	17.792	11.247	452	11.535	2.760	10.599	1.644	6.295	1.093
2023	83.844	17.896	7.101	373	9.685	2.372	8.808	1.391	3.693	673

Annexe 9

Répartition des chiffres du chômage par nationalité, par régime et par Région (Région de Bruxelles-Capitale)

	CCI-DE belges		CCI-NDE belges		Dispenses particulières belges		AGR belges		Mesures pour l'emploi et la formation belges	
	CCI-DE non belges	CCI-NDE non belges	belges	non belges	belges	non belges	belges	non belges	belges	non belges
1972	7.379	1.941					125	11	86	2
1973	8.444	2.164					140	14	74	2
1974	9.271	2.213			247	129	201	17	79	2
1975	16.261	6.372	585	25	308	151	196	19	96	2
1976	24.017	9.344	1.796	76	299	138	305	13	75	2
1977	25.997	10.697	3.345	142	318	160	357	29	74	2
1978	26.353	12.280	5.760	297	358	133	541	37	73	2
1979	21.903	12.437	6.938	471	277	180	429	44	50	2
1980	19.937	13.068	7.111	598	229	158	456	59	33	3
1981	24.692	16.250	7.961	754	259	151	568	85	30	2
1982	29.849	18.755	9.143	943	271	150	1.026	144	29	1
1983	34.466	21.020	10.279	1.126	333	134	2.074	372	60	7
1984	34.075	20.404	9.982	1.185	216	66	3.722	1.013	64	11
1985	34.811	19.884	10.426	2.113	218	67	6.400	2.260	73	15
1986	32.553	18.328	11.505	3.508	287	79	8.640	3.581	64	13
1987	28.569	16.966	11.674	4.109	347	91	9.630	4.239	60	10
1988	27.161	16.375	11.609	4.563	427	127	11.665	5.293	69	14
1989	26.108	16.134	11.823	4.977	578	166	13.647	6.355	86	16
1990	25.472	16.063	11.465	5.182	557	163	14.934	7.114	95	16
1991	27.752	17.334	10.918	5.391	785	269	9.491	4.829	94	17
1992	34.961	21.352	10.767	5.034	770	278	8.180	4.035	68	11
1993	39.390	23.802	10.334	4.714	897	340	6.592	3.164	44	7
1994	42.944	25.626	10.258	4.602	1.124	439	4.959	2.323	42	6
1995	42.332	24.944	10.706	4.772	1.088	428	3.658	1.677	36	5
1996	41.403	24.012	12.506	5.812	1.128	438	1.810	814	33	4
1997	40.567	23.162	13.648	6.540	1.320	484	1.946	860	26	3
1998	37.259	20.917	14.010	6.874	1.489	533	2.209	961	128	50
1999	36.380	19.497	14.526	6.872	1.584	532	2.394	1.055	562	313
2000	35.846	18.415	15.016	6.807	1.431	475	2.519	1.082	857	429
2001	37.258	17.317	15.587	6.561	1.496	454	2.674	1.030	947	365
2002	43.696	17.612	16.060	6.021	1.700	452	2.815	964	1.161	390
2003	50.038	18.105	15.900	5.245	1.926	473	3.188	1.009	1.888	633
2004	53.735	18.096	15.283	4.659	2.118	465	3.445	1.072	2.560	861
2005	56.328	18.075	14.502	4.090	2.233	470	3.708	1.145	3.234	1.043
2006	57.729	18.168	13.960	3.740	2.405	521	3.750	1.192	3.852	1.170
2007	57.416	17.804	13.587	3.444	2.641	594	3.715	1.134	4.311	1.306
2008	55.796	17.132	13.428	3.279	2.660	662	3.780	1.117	4.737	1.393
2009	58.754	18.096	13.005	3.031	2.352	627	3.931	1.198	4.550	1.335
2010	61.993	18.758	12.665	2.718	2.499	640	4.102	1.238	5.644	1.577
2011	60.966	19.807	11.831	2.568	2.402	734	4.058	1.297	8.140	2.416
2012	60.556	20.367	11.134	2.401	2.527	858	3.943	1.276	6.919	2.076
2013	60.420	21.131	10.475	2.297	2.751	940	4.007	1.384	4.928	1.529
2014	59.203	21.073	9.382	2.006	2.955	932	3.933	1.421	5.122	1.634
2015	51.809	19.863	8.031	1.823	2.895	981	3.554	1.352	5.252	1.755
2016	47.685	19.072	7.111	1.694	2.828	999	3.137	1.273	5.066	1.869
2017	46.948	18.630	5.503	1.363	3.063	1.120	2.959	1.192	4.222	1.789
2018	46.244	18.120	3.976	998	3.074	1.150	2.799	1.092	4.020	2.061
2019	45.687	17.845	2.505	658	3.130	1.143	2.683	1.078	3.884	2.426
2020	47.088	18.800	1.342	353	2.781	1.017	2.479	1.032	3.421	2.229
2021	46.635	19.228	778	219	2.582	986	2.314	994	2.825	1.892
2022	43.564	17.888	643	189	2.493	980	2.252	936	2.919	1.909
2023	42.383	17.840	519	192	2.412	948	2.100	844	2.932	1.884

Annexe 10

Répartition des chiffres du chômage par nationalité, par régime et par Région (Région wallonne)

	CCI-DE		CCI-NDE		Dispenses particulières		AGR		Mesures pour l'emploi et la formation	
	belges	non belges	belges	non belges	belges	non belges	belges	non belges	belges	non belges
1972	26.167	8.019					812	97	208	10
1973	27.608	8.325					927	94	237	11
1974	31.039	9.088			1.253	348	1.089	116	249	15
1975	46.840	14.330	1.156	120	1.509	565	1.369	128	247	23
1976	61.440	18.051	3.550	369	1.495	535	1.839	196	272	28
1977	68.907	20.378	6.614	688	1.545	519	2.319	259	314	29
1978	74.171	22.597	13.399	1.895	1.507	571	3.002	350	352	31
1979	80.412	23.423	19.147	2.728	1.831	680	3.675	455	331	30
1980	87.290	24.938	23.537	3.299	2.205	812	4.398	645	338	30
1981	104.475	29.008	28.209	3.867	2.241	738	5.456	811	332	31
1982	119.122	31.554	33.014	4.434	2.298	731	7.784	1.114	343	37
1983	132.005	32.960	37.385	4.880	2.260	677	12.388	1.635	343	46
1984	140.815	34.016	39.543	5.173	2.442	694	18.546	2.423	374	50
1985	139.325	33.041	48.121	7.513	2.218	526	25.700	3.310	404	64
1986	137.297	31.482	55.210	9.489	2.877	689	33.652	4.415	472	71
1987	140.462	31.579	57.389	10.003	3.414	749	41.971	5.596	508	74
1988	132.355	30.002	58.874	10.286	4.141	842	47.516	6.493	569	84
1989	128.939	28.441	61.570	10.664	4.559	928	53.889	7.462	611	78
1990	127.552	27.820	64.963	11.299	5.015	999	54.860	7.839	603	72
1991	136.059	29.198	66.536	11.849	5.394	1.061	58.601	8.073	632	67
1992	169.096	34.959	62.601	10.732	5.420	1.028	47.805	6.476	473	51
1993	188.009	37.874	57.414	9.750	6.468	1.188	36.606	4.872	325	36
1994	202.323	39.623	54.535	9.236	8.310	1.451	26.258	3.431	329	37
1995	196.918	37.472	54.535	9.293	8.238	1.346	18.525	2.374	297	34
1996	190.206	35.041	61.111	10.986	8.754	1.316	8.793	1.105	295	35
1997	184.100	32.828	64.053	11.998	10.493	1.396	9.087	1.118	248	30
1998	167.074	28.789	63.210	12.243	12.130	1.475	9.941	1.196	1.088	133
1999	160.393	27.299	65.621	12.949	13.014	1.407	11.199	1.339	4.007	471
2000	152.109	25.473	67.652	13.471	12.288	1.328	11.715	1.399	5.976	653
2001	153.789	24.230	69.371	13.574	12.789	1.324	12.575	1.453	6.924	718
2002	164.920	24.647	70.803	13.628	14.081	1.443	13.222	1.478	8.873	944
2003	181.014	25.799	69.202	13.278	14.586	1.392	13.665	1.576	13.055	1.456
2004	191.704	26.344	67.102	12.858	14.468	1.347	14.246	1.656	16.704	1.914
2005	198.766	26.923	64.396	12.126	12.790	1.173	15.436	1.732	19.737	2.216
2006	196.818	26.280	63.758	11.605	14.458	1.407	15.487	1.789	22.324	2.551
2007	188.565	24.759	62.926	11.151	16.061	1.678	15.957	1.891	25.654	3.027
2008	179.508	23.410	62.026	10.771	16.449	1.668	16.780	2.042	29.107	3.325
2009	184.127	24.132	61.157	10.516	16.731	1.688	18.119	2.162	28.391	3.104
2010	183.327	23.590	59.996	10.204	17.044	1.699	19.052	2.233	35.172	3.630
2011	177.599	23.442	57.064	9.745	16.232	1.660	19.165	2.346	49.049	4.928
2012	174.749	23.240	53.261	9.174	16.342	1.687	19.191	2.438	41.255	4.282
2013	179.100	23.548	49.866	8.676	17.185	1.779	19.075	2.486	28.002	3.250
2014	175.851	23.023	44.559	7.901	18.025	1.911	18.578	2.431	28.193	3.169
2015	152.838	21.221	38.631	7.127	17.161	1.828	16.277	2.111	29.239	3.167
2016	145.308	20.340	33.672	6.113	14.878	1.637	15.037	1.934	28.401	3.172
2017	134.351	18.877	26.716	4.917	15.322	1.804	14.627	1.908	29.169	3.245
2018	124.339	17.573	20.232	3.739	15.221	1.811	14.244	1.857	31.775	3.522
2019	117.505	16.604	13.512	2.434	14.148	1.711	13.475	1.812	34.474	3.740
2020	120.033	17.053	8.277	1.451	11.836	1.416	12.754	1.712	27.214	2.787
2021	115.464	16.714	5.099	917	11.039	1.269	12.637	1.692	26.593	2.557
2022	108.202	15.463	3.476	642	11.291	1.289	12.343	1.658	25.775	2.545
2023	107.533	15.291	2.380	450	11.880	1.367	10.989	1.399	21.568	2.130

Annexe 11

Répartition des chiffres du chômage par nationalité, par régime et par durée du chômage (moins d'un an)

	CCI-DE		CCI-NDE		Dispenses particulières		AGR	
	belges	non belges	belges	non belges	belges	non-belges	belges	non belges
1972	35.230	6.410					723	41
1973	34.874	5.716					898	44
1974	37.823	5.738			2.491	440	1.200	59
1975	88.711	15.867	2.893	119	3.222	656	1.816	70
1976	104.262	17.350	8.885	367	2.670	457	2.404	96
1977	100.847	17.886	16.554	683	2.615	473	2.824	120
1978	102.574	18.942	19.158	1.389	2.456	419	3.780	201
1979	114.488	17.487	18.862	1.008	2.470	454	4.250	227
1980	128.354	19.377	20.252	997	2.839	546	4.932	309
1981	161.832	24.342	22.393	1.079	2.882	427	6.422	350
1982	169.592	22.355	24.068	1.108	2.363	297	9.965	525
1983	171.595	21.377	21.633	1.038	2.334	278	18.525	918
1984	153.536	18.455	14.304	775	2.295	213	25.499	1.406
1985	138.014	17.254	17.726	3.227	2.594	214	33.526	2.000
1986	128.247	16.268	21.590	3.479	3.196	270	37.375	2.428
1987	128.525	17.450	19.214	3.179	3.683	314	38.410	2.646
1988	117.889	18.403	18.556	2.820	5.358	611	41.604	3.135
1989	112.708	18.676	20.812	2.875	6.585	756	42.993	3.452
1990	115.630	20.176	22.998	2.784	6.810	862	39.984	3.470
1991	136.039	23.695	20.830	2.634	7.691	1.053	40.830	3.349
1992	163.373	27.581	18.802	2.214	6.998	922	34.006	2.787
1993	175.358	28.997	16.504	1.852	7.506	955	26.563	2.176
1994	181.994	29.382	14.965	1.599	8.583	1.037	19.422	1.592
1995	170.645	26.852	14.243	1.449	7.487	846	13.957	1.145
1996	158.610	24.205	15.141	1.519	6.898	718	6.743	554
1997	147.543	21.799	14.999	1.442	7.033	648	7.089	583
1998	128.516	18.319	13.931	1.244	6.740	570	7.883	649
1999	123.487	17.879	14.006	1.304	7.580	604	7.846	678
2000	110.832	16.459	13.351	1.274	7.294	618	7.888	666
2001	116.811	16.601	13.065	1.174	8.229	677	8.550	720
2002	138.249	18.604	14.954	1.204	10.039	839	9.319	748
2003	146.756	18.551	17.489	1.390	10.323	749	9.604	798
2004	139.160	17.616	18.068	1.466	10.555	803	9.394	821
2005	134.604	17.413	16.305	1.107	10.128	797	9.488	825
2006	130.668	17.163	16.300	1.135	10.007	851	8.209	763
2007	123.473	16.967	16.745	1.117	10.152	913	7.899	735
2008	124.361	17.786	16.988	1.147	10.020	1.014	8.661	851
2009	150.692	21.723	17.388	1.338	11.355	1.118	10.406	1.098
2010	141.851	20.427	17.930	1.330	11.181	1.059	10.735	1.099
2011	135.811	20.891	16.493	1.183	10.855	1.047	10.256	1.130
2012	137.246	22.433	16.177	1.213	10.654	1.181	10.297	1.203
2013	148.531	24.772	15.575	1.202	11.028	1.252	10.647	1.384
2014	144.845	24.764	14.506	1.227	11.460	1.332	11.826	1.619
2015	126.767	23.117	11.332	1.039	10.192	1.187	9.403	1.346
2016	118.774	22.681	9.324	719	8.780	1.156	8.202	1.168
2017	109.356	21.479	5.741	515	8.805	1.201	7.839	1.153
2018	104.047	20.987	5.634	455	9.718	1.879	7.631	1.165
2019	99.099	20.528	3.170	415	9.951	2.585	7.057	1.221
2020	102.304	21.938	2.060	307	8.533	2.455	6.600	1.097
2021	79.015	17.530	2.062	273	7.895	2.101	5.604	910
2022	75.584	16.924	1.949	289	7.589	1.861	5.464	938
2023	79.605	18.763	1.662	266	7.425	1.804	4.790	861

Annexe 12

Répartition des chiffres du chômage par nationalité, par régime et par durée du chômage (un à cinq ans)

	CCI-DE belges	CCI-DE non belges	CCI-NDE belges	CCI-NDE non belges	Dispenses particulières belges	Dispenses particulières non-belges	AGR belges	AGR non belges
1972	20.961	3.579					790	61
1973	24.342	4.427					815	56
1974	28.002	4.969			419	118	916	70
1975	37.734	6.641	1.342	47	535	162	1.051	77
1976	67.401	12.544	4.122	145	1.117	312	1.495	114
1977	95.636	16.216	7.680	270	1.309	299	2.250	155
1978	107.942	19.475	23.047	1.018	1.707	370	3.247	199
1979	120.113	21.434	40.676	2.578	2.109	529	4.595	287
1980	121.070	20.344	51.005	3.403	2.155	517	5.594	405
1981	136.981	22.946	62.965	4.100	2.425	562	6.876	544
1982	177.144	30.499	76.944	4.695	3.179	680	9.603	726
1983	207.612	35.108	88.747	4.679	3.300	612	16.148	1.157
1984	223.889	37.249	94.562	4.863	3.766	652	30.082	2.247
1985	203.744	34.941	100.784	4.729	3.688	509	49.061	3.876
1986	176.054	30.070	102.265	4.816	4.256	618	68.007	5.706
1987	161.827	26.986	99.589	5.290	5.114	673	82.095	7.004
1988	139.809	24.080	97.883	5.541	5.878	786	91.416	8.041
1989	120.771	21.798	102.130	5.760	5.966	893	101.859	9.276
1990	109.725	20.659	105.277	5.631	5.772	842	103.387	9.879
1991	113.308	22.406	104.597	5.055	5.983	1.010	94.263	8.471
1992	143.076	27.848	97.923	4.900	5.995	975	74.309	6.787
1993	161.568	31.313	89.355	4.752	7.135	1.124	54.959	5.100
1994	176.527	33.996	84.439	4.792	9.142	1.369	38.059	3.586
1995	174.380	33.360	83.996	5.122	9.039	1.267	25.908	2.478
1996	170.898	32.366	93.620	6.419	9.581	1.235	11.858	1.151
1997	167.777	31.459	97.594	7.419	11.455	1.306	11.810	1.163
1998	154.391	28.621	95.776	7.997	13.209	1.378	12.442	1.242
1999	137.452	25.830	96.670	8.251	13.951	1.255	14.312	1.390
2000	123.728	23.398	93.200	8.638	12.713	1.121	14.661	1.494
2001	117.009	21.120	87.713	8.348	12.147	1.042	15.032	1.459
2002	129.309	21.667	83.824	7.681	12.891	1.116	15.856	1.428
2003	159.547	24.581	78.911	6.597	15.385	1.306	17.114	1.577
2004	181.564	26.251	75.179	5.811	16.772	1.380	18.579	1.743
2005	188.380	26.573	73.543	5.556	16.730	1.584	20.448	1.917
2006	180.129	25.780	73.875	5.366	17.458	1.733	19.770	1.962
2007	158.408	23.413	74.783	5.347	16.596	1.799	17.905	1.870
2008	138.123	21.224	73.901	5.249	15.498	1.761	16.604	1.831
2009	141.366	22.642	71.642	4.807	15.625	1.872	17.206	1.924
2010	157.004	25.281	71.668	4.890	18.188	2.191	18.851	2.119
2011	150.924	26.466	72.054	5.062	17.930	2.311	19.620	2.396
2012	149.401	27.039	71.521	5.099	18.587	2.450	19.535	2.515
2013	153.483	28.856	69.811	5.134	20.003	2.745	19.516	2.752
2014	155.633	29.618	64.960	4.697	21.308	2.822	18.515	2.831
2015	143.282	29.299	57.447	4.153	21.606	2.903	16.192	2.715
2016	134.256	28.251	51.594	3.762	19.907	2.862	14.451	2.496
2017	125.618	26.688	44.543	3.132	19.061	2.907	13.430	2.264
2018	111.432	23.645	34.625	2.373	17.828	2.917	12.298	2.082
2019	102.388	21.461	24.291	1.571	17.081	2.980	11.417	2.032
2020	106.778	22.888	15.878	1.043	16.066	2.862	11.000	2.076
2021	113.691	25.846	10.009	756	16.322	3.080	11.765	2.300
2022	97.173	21.792	6.809	564	14.446	2.612	10.943	2.114
2023	90.242	20.347	4.806	498	13.184	2.335	8.840	1.661

Annexe 13

Répartition des chiffres du chômage par nationalité, par régime et par durée du chômage (plus de cinq ans)

	CCI-DE		CCI-NDE		Dispenses particulières		AGR	
	belges	non belges	belges	non belges	belges	non-belges	belges	non belges
1972	10.691	1.795					190	10
1973	11.355	2.094					234	12
1974	11.483	2.355			13	3	281	12
1975	11.525	2.365	1		9	3	314	15
1976	12.088	2.606	2		10	3	380	25
1977	14.172	3.157	3		10	2	414	42
1978	13.721	3.434	7	1	26	5	522	43
1979	17.857	4.487	12	1	56	8	713	62
1980	27.726	6.408	116	3	110	30	1.132	91
1981	39.184	8.039	373	23	152	34	1.763	133
1982	49.436	9.535	1.881	287	179	34	2.584	211
1983	59.578	11.178	6.646	1.058	152	27	3.799	332
1984	69.773	12.768	11.566	1.468	182	33	5.629	527
1985	71.834	14.088	29.746	3.020	282	44	8.497	937
1986	79.182	16.301	50.523	4.313	566	92	13.218	1.570
1987	85.803	17.710	64.769	4.362	853	118	19.472	2.214
1988	83.639	17.364	78.115	4.471	1.215	184	27.069	2.977
1989	76.957	16.101	89.808	4.766	1.270	199	36.075	3.795
1990	70.226	14.469	100.902	6.066	1.257	200	42.835	4.513
1991	63.533	12.844	111.113	7.780	1.159	191	44.860	3.958
1992	80.927	16.304	107.298	12.956	1.705	247	36.971	3.399
1993	92.151	18.700	100.967	11.854	2.662	355	28.591	2.734
1994	101.487	20.685	98.371	11.310	4.205	516	20.707	2.057
1995	101.017	20.659	100.869	11.464	4.925	552	14.746	1.519
1996	99.722	20.380	115.869	13.655	6.016	610	7.063	754
1997	98.585	20.124	124.462	15.028	8.125	718	7.364	813
1998	91.327	18.584	125.841	15.454	10.422	832	8.124	927
1999	86.745	17.774	132.657	16.348	12.534	916	9.558	1.067
2000	83.744	16.974	141.387	16.860	12.354	863	10.276	1.117
2001	81.211	15.585	150.758	17.060	13.172	857	11.179	1.132
2002	81.386	14.678	153.858	16.890	13.482	802	11.565	1.118
2003	87.056	14.667	151.816	16.252	13.764	802	11.932	1.113
2004	96.040	14.970	147.327	15.624	11.223	700	12.430	1.129
2005	108.529	15.461	140.395	14.559	3.590	354	14.061	1.185
2006	111.332	15.617	135.658	13.638	4.969	494	15.881	1.368
2007	111.369	15.353	130.875	12.814	6.474	721	17.566	1.540
2008	107.346	14.517	125.703	12.244	6.587	716	18.361	1.693
2009	104.616	13.926	123.132	11.855	5.800	606	18.414	1.724
2010	102.750	13.396	118.663	11.002	5.300	489	18.103	1.699
2011	98.044	13.276	110.680	10.341	4.956	442	17.435	1.679
2012	92.499	12.789	100.971	9.404	4.837	414	16.542	1.623
2013	89.616	12.527	92.908	8.645	4.821	416	15.873	1.592
2014	90.948	12.835	81.656	7.673	5.084	458	14.857	1.476
2015	82.663	12.303	72.530	6.970	4.851	456	13.667	1.394
2016	79.153	12.097	65.563	6.208	4.730	480	12.566	1.350
2017	78.255	12.305	54.612	5.046	5.030	620	11.795	1.364
2018	75.793	12.316	43.324	3.845	5.171	721	11.221	1.358
2019	73.476	12.407	29.754	2.477	5.235	780	10.536	1.312
2020	72.720	12.639	18.280	1.312	4.562	697	9.760	1.253
2021	72.443	12.977	11.200	696	3.659	604	9.282	1.214
2022	67.793	12.427	6.608	430	3.284	556	8.788	1.186
2023	63.912	11.917	3.532	250	3.368	548	8.268	1.112



Mise en page et impression : ONEM – Direction Communication
Éditeur responsable : ONEM – Administrateur général
Boulevard de l'Empereur 7 – 1000 Bruxelles